

**Sylvestre OUEDRAOGO**

**L'économie sociale et solidaire dans l'écosystème des  
nouvelles technologies au Burkina :  
La construction du Burkina 2.0 en marche**



Par :

Septembre 2018

(Publication en cours)

Possibilité de citer le document

Editions YamPukri

# Sommaire

Sommaire .....	2
Dédicace.....	3
Remerciements.....	4
Avant propos .....	5
Acronymes .....	6
Introduction .....	7
Les entreprises d'économie sociale et solidaires dans les TIC au BURKINA FASO .	10
1 Les associations faitières des TIC au Burkina.....	11
2 Les associations orientées sur les formations en TIC.....	18
3 Les associations orientées Genre.....	22
4 Les associations orientées sur la gouvernance de l'Internet.....	25
5 Les associations orientées sur les nouveaux médias .....	31
Les initiatives de laboratoires d'incubation et d'innovations au Burkina .....	34
6 La naissance d'écosystèmes économiques par les jeunes vulnérables en Afrique, exemple de réseaux sociaux en Afrique de l'Ouest.....	40
7 Les web TV au BURKINA FASO .....	45
8 La recherche pour éclairer sur l'apport des jeunes dans les TIC en Afrique .....	46
9 Méthode d'approche de Yam Pukri dans l'accompagnement des organisations dans le domaine des TIC : Yam infotech .....	77
10 L'écosystème des innovations et la position des incubateurs dans leur contribution au développement. ....	83
Les facteurs de longévité d'une entreprise d'économie sociale et solidaire spécialisée dans les TIC, le cas de Yam Pukri. ....	88
Conclusion : perspectives pour des TIC utiles au Burkina.....	89
Annexes.....	93
11 Les pures players .....	94
Liste des associations .....	96

## **Dédicace**

Ce document est dédié à :

La jeunesse Burkinabè,

Feu Alioune Camara, Program manager au CRDI Dakar qui nous a accompagné dans notre étude sur le secteur informel de TIC en Afrique

## Remerciements

## **Avant propos**

Avoir plusieurs casquettes et être pionnier procurent des avantages et également des inconvénients : on reçoit des téléphones de partout, des courriels et tout le monde a besoin que l'on le renseigne sur tel ou tel aspect sur le champ et bien sûr gratuitement.

En 2000, nous avons effectué une compilation des associations œuvrant spécifiquement dans les nouvelles technologies en Afrique de l'Ouest dans le cadre du projet ANAIS. Ces travaux ont permis de tisser la trame de la plupart des projets en faveur des TIC pour le développement ; plusieurs camps s'affrontaient quant au meilleur moyen de rendre les TIC aptes à propulser les pays en voie de développement dans l'ère du numérique. Le MAE de la France avait son projet phare sur plusieurs pays africains, le projet appui au désenclavement numérique dont le Burkina a bénéficié. Les Pays Bas avec IICD tablaient sur TIC et monde rural avec des formations et la mise en place de cybercafés ruraux. L'UNESCO voulait coupler les radios communautaires avec les cybercentres, le CRDI travaillait sur les mécanismes d'appui aux télécentres communautaires ainsi que l'éclosion d'incubateurs TIC.

Dans la pratique nous avons eu un mélange de tous ces aspects parce que les philosophies convergeaient.

Après 20 ans de pratique, il est intéressant de jeter un regard sur le parcours et constater également les pratiques actuelles.

Nous profitons remercier les associations qui nous ont envoyé des informations sur pratiques actuelles. Nous sommes persuadés que ce document sera la première d'une suite qui sera accompagnée de témoignages et d'images illustratives.

## Acronymes

A3LBF	Association pour linux et les logiciels libres du BURKINA FASO
ABULL	
AFNIC	Association française pour le nommage internet en coopération
AfriNIC	
AJB	Association des Journalistes du Burkina
APC	Association pour le Progrès des Communications
APROTIC	
ARCDSI	
ARCEP	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest)
CNP-NZ	Centre National de Presse
FIJ	Fédération Internationale des Journalistes
FOSSFA	Free Software and Open Source Foundation for Africa
FTIC&DD	Fondation Femme, Tic et développement durable
GPTIC	
ICANN	Société pour l’attribution des noms de domaines et des numéros sur internet
IIDD	Institut International du Développement Durable
INTIF	
IPAO	l’Institut Panos de l’Afrique de l’Ouest
ITICC	Initiative TIC et Citoyenneté
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
RPTIC	
SEP)	Société des Editeurs de la Presse Privée
SYNATIC	Syndicat Autonome des Travailleurs de l’Information et de la Culture
TIC	
ONATEL	Office National des Télécommunications
PME	
UNESCO	

## Introduction

Telecentre communautaire, cybercentre communautaire, centre d'innovations, centre d'incubations, Fablab, Technilab, sociolab, "Connerie Lab", espace collaboratif, hôtel des métiers du numérique, musée des technologies, Coworking space,.... les terminologies qualifiant les accès publics à Internet ont évolué avec le temps au gré des bailleurs et de la pensée des développeurs.

Quelle terminologie encore pour demain pour qualifier ces endroits qui se font de plus en plus rares?

On prend les mêmes et on recommence ou on en prend d'autres pour faire pire ?

A l'heure où l'Afrique commence à connaître un degré d'équipement suffisant pour amorcer son décollage numérique (un degré dix millions de fois plus que ce que les Américains avaient pour aller sur la lune dans les années 60) , on constate en même temps un sentiment d'abandon des initiatives populaires et associatives autour des nouvelles technologies. Les usagers ont vite cru que la possession d'un ordinateur connecté à l'Internet allait les ouvrir les voies de la connaissance et les partenaires techniques et financiers se sont vite lassés des télécentres communautaires budgétivores et non rentables financièrement.

Au Nord, les organisations travaillant dans le domaine des TIC pour le développement ferment également leurs portes et ont du mal de plus en plus à avoir de financement.

Si les salles de classes dans les universités africaines se remplissent de plus en plus avec des milliers d'étudiants dont certains ne peuvent même pas voir le professeur tellement il est loin, les accès publics au numérique se vident et les ordinateurs se recouvrent de poussières ?

Ce paradoxe est vécu partout en Afrique et on doit réfléchir en profondeur à ce nouveau constat qui pose un problème de fond : le développement de l'Afrique et la création de richesses n'est pas seulement fonction du niveau d'équipement que possède une nation, mais, de la manière judicieuse d'utiliser le potentiel existant.

A un niveau plus global ou national, les nations commencent à rêver de technopoles. Chacun veut sa silicon valley sans pour autant optimiser son « marigot valley ».

Plusieurs petites périodes marquent ces 25 ans d'avancées notables des TIC en Afrique :

Années 1980-1995 : les années des autoroutes de l'information et de l'équipement informatique : il fallait s'équiper et se connecter à la toile balbutiante. On commence à parler de fracture numérique parce que le sud traîne le pied comme d'habitude

Années 1995-2000 : les années boom des télécentres communautaires censées donner une réponse par le biais de la mise en commun des ressources.

Années 2000-2005 : les années de la production des connaissances ou de valorisation des contenus locaux à travers le numérique. La convergence du numérique avec les outils classiques sont à l'ordre du jour avec les radios communautaires connectés, la création de réseaux transnationaux de réflexion sur les TIC et le développement .

Années 2005-2010 : l'explosion de la téléphonie mobile. On commence à oublier l'ordinateur classique et on se concentre sur le portable dont les pays du Sud en possède plus que de brosses à dents. En même temps, les réflexions sur la création d'applications mobiles multiforme bat son train et les innovations tout azimuts se pointent à l'horizon.

De 2010 à nos jours : nous vivons l'effervescence du phénomène des réseaux sociaux, de l'adoption des systèmes de transferts d'argent via le mobile et de la réflexion sur les innovations numériques. La machine à imprimer 3D et les drones télécommandés à usages civiles sont devenus le plat de résistance et tout commence à devenir possible. ( mais pour combien de temps ?).

Nous sommes actuellement à la croisée des chemins dans le développement du numérique en Afrique où on pense que le haut débit viendra faciliter les choses sans pour autant exploiter à fond le potentiel du bas débit.

Nous sommes à l'ère des incubateurs, du co-working et des starts up.

Le présent document aborde trois sujets : Le paysage de l'économie sociale et solidaire des TIC au Burkina, généralement les associations et ONG et enfin, la situation des incubateurs et start up au Burkina. l'économie informelle des TIC qui vient d'une étude que nous avons coordonnée sur trois pays. (Burkina ; CAMEROUN et SENEGAL)

Nous avons mis l'accent sur des associations qui ont pignon sur rue, qui ont des traces sur l'Internet (sites webs, pages webs parlant de leurs activités...) et non la liste des associations reconnues par l'Etat. En effet, il existe une multitude d'association qui n'existe que par leur statut et récépissé et qui s'activent de temps en temps à la faveur d'une opportunité.

Pour le troisième point, nous avons partagé notre expérience accumulée sur 20 ans de pratique dans mon association.

# **Les entreprises d'économie sociale et solidaires dans les TIC au BURKINA FASO**

# **1 Les associations faitières des TIC au Burkina**

Parmi les structures faitières, nous avons le réseau Burkina ntic, aprotic nic burkina, et la fédération du numérique. Les deux dernières sont nouvelles, bien que le processus de NIC Burkina ait pris plus de six ans avant d'aboutir. La plupart de ces faitières ne sont plus fonctionnelles, par exemple le réseau des PAJE, Point accès aux Inforoutes pour la Jeunesse (11centres), créé par l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information (INTIF), les centres ADEN, Appui au désenclavement numérique du ministère français des affaires étrangères (1 à l'université de Ouagadougou, 15 dans le reste du pays), Les cinq centres de l'IICD (Institut international de communication pour le développement des Pays-Bas) ; et les Cyber Jeunesse d'Oxfam Québec . Bien que ces regroupements ne fonctionnent plus, certains centres restent plus ou moins actifs, nous avons passé en revue certaines faitières sont toujours actives et les nouvelles qui commencent à prendre racine avec de nouvelles dynamiques. Si les premières associations faitières mettaient l'accent sur des accès collectifs à l'Internet, les nouveaux regroupements sont plus virtuels et travaillent plus sur une association d'idées ( plaidoyer, formation...) et non la mise en place d'espace physiques d'accès à l'Internet.

## **1.1 Le réseau Burkina Ntic**

Le réseau Burkina ntic est actif sur le terrain des TIC (Technologies de l'Information et de Communication) pour le développement au Burkina depuis 2002. Il poursuit, grâce à l'appui de structures locales, nationales et internationales des travaux à divers niveaux. Que ce soit dans une salle de classe, dans une salle d'informatique, dans un champ ou encore dans le bureau d'une association, le réseau expérimente et accompagne les uns et les autres sur leur chemin d'appropriation de la technologie. C'est un réseau informel mis en place par IICD et coordonné par Yam Pukri depuis le début.

Le réseau Burkina ntic se dessine comme un laboratoire, un réseau de compétences, une force de proposition basée sur un vécu des membres et de leurs partenaires.

Burkina ntic est la voix et l'espoir des personnes soucieuses du développement à travers les TIC. Pour nous, la conjugaison des forces est une voie pour suppléer aux déficits des expertises surtout dans un domaine nouveau et en constante mutation.

Les résultats du réseau Burkina ntic ne se mesurent pas seulement en terme d'impacts sur un individu ou une organisation lambda, mais sur les réalisations à travers des membres bien ciblés ayant suivi le processus depuis ces 6 dernières années. Ce n'est pas

le simple constat des faits et des effets qui font la force du réseau, mais l'effort mis sur le changement mental, la réflexion sur le fait que la technologie est venue pour aider au développement en tant qu'outil et non la technologie en tant que fondement du développement.

En fait, le réseau tente de se démarquer des idées qui ont prévalu dans les années 1970 dans le domaine du développement qui étaient basées sur une approche « techniciste » du développement et non une utilisation et une appropriation judicieuses de la technologie. En effet, on se demande ce que les tracteurs et autres paquets technologiques nous ont réellement apporté.

Chaque jour, de nouvelles personnes adhèrent au réseau, s'interrogent sur la vie du réseau Burkina ntic, et il est important de leur situer le contexte et l'architecture du dispositif.

### **1.1.1 Objectifs**

L'objectif général de ce réseau est de partager des informations pour plus d'efficacité dans les projets et actions à composante TIC au Burkina. En d'autres termes le réseau est centré sur un certain nombre d'objectifs clés comme :

- la diffusion des informations sur des expériences et des bonnes pratiques en matière d'usage des TIC pour le développement
- la création des cadres de rencontres pour la société civile s'intéressant à la thématique des TIC pour le développement
- la fonction de lobbying et de plaidoyer pour le compte de la société civile afin que l'Etat formule des politiques TIC plus adaptées au développement économique et social du pays.

### **1.1.2 Les activités**

Les activités du réseau sont centrées sur sept grands axes dont :

- la création et la mise à jour d'un site Internet spécialement dédié aux TIC au BURKINA FASO et dans le monde
- la diffusion d'un bulletin d'information trimestriel sur les TIC au BURKINA FASO
- les groupes de discussion en ligne sur la plateforme [www.dgroups.org](http://www.dgroups.org)
- des réunions et séminaires d'échanges et de formations sur le phénomène TIC au BURKINA FASO et dans le monde.

- la création et la stimulation de groupes de réflexions thématiques sur les TIC au BURKINA FASO.
- la production de contenus (livres, journal trimestriel, films, articles, études sur les TIC au Burkina...)
- la veille technologique (conseils, soutien à la formulation de projets TIC, forums, discussions, participations manifestations diverses...)

### **1.1.3 Perspectives**

Actuellement, ce réseau a secrété bien d'autres groupes qui sont plus ou moins autonomes. ( TIC burkina, Ouaga labs, beogolabs... RECYCOM...)

Yam Pukri essaie de maintenir tant bien que mal ce réseau en continuant à animer son site web et en fédérant tous ses autres plateformes ensemble.

On peut dire que ce réseau a servi de terreau à l'établissement d'un vrai tissu TIC au niveau de la société civile. Les membres continuent de se rencontrer de manière informelle et échangent sur les différentes listes de discussion et sur les réseaux sociaux.

*Sylvestre Ouédraogo, <http://www.burkina-ntic.net>, [info@burkina-ntic.net](mailto:info@burkina-ntic.net)*

## **1.2 Le réseau des cybercentres communautaires du Burkina ( RECYCOM)**

Le RECYCOM est une spécialisation du groupe TIC et accès communautaires au Burkina. Ce groupe s'est autonomisé par la mise en place de ce réseau.

Le réseau des cybercentres communautaires du Burkina est né de la volonté des gestionnaires des centres d'accès communautaires à l'information de s'unir pour une meilleure utilisation des TICs pour booster le développement local.

Le RECYCOM a pour but de favoriser l'accès et l'usage des TIC et services universels aux populations défavorisées afin de contribuer à l'amélioration de leurs conditions d'existence.

En d'autres termes, le RECYCOM a pour vision d'œuvrer pour que les cybercentres communautaires du BURKINA FASO puissent remplir pleinement leur mission de service public pour le développement, et cela à travers leur participation dans les secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, etc.

Le RECYCOM regroupe actuellement plus 43 cybercentres repartis sur toute l'étendue de territoire burkinabé. Aussi, depuis sa création, le Réseau développe des actions de

renforcement de ces cybercentres pour leur permettre de jouer leur rôle dans le développement socio-économique de leurs localités. Les centres ont fonctionné tant bien que mal et certains ont pu apporter aux populations de leurs localités des solutions pour le renforcement des actions de développement.

On note depuis 2010 un déclin progressif des cybercafés communautaires , ce qui a jour énormément sur l'avenir du recycom.

*Sawadogo Malick , [swmalick@gmail.com](mailto:swmalick@gmail.com)*

### **1.3 Les Maisons Des Savoirs ( ex centres multimédias de la Mairie de Ouagadougou)**

Ces centres multimédias ont été financés par l'Association Internationale des Maires et des Responsables de Capitales et Métropoles partiellement ou entièrement Francophones (AIMF). Le premier centre a commencé à fonctionner en 1998

Les CMC font partie du réseau Burkina-ntic ainsi que du RECYCOM. Les CMC sont intéressants à étudier parce que c'est une initiative de la Mairie de Ouagadougou de permettre aux jeunes d'accéder à l'outil informatique. 5 CMC répartis dans toute la ville permettent aux jeunes de se former et d'utiliser l'Internet. La médiathèque de Ouagadougou, véritable complexe pour la lecture et le multimédia de la ville de Ouagadougou chapeaute actuellement les CMC ainsi que les différents centres de lectures. Le projet Maison des Savoirs de la Francophonie a permis de renforcer les CMC en matériel informatique et en moyens de connexion pendant un certain temps.

La Médiathèque Municipale de Ouagadougou est une infrastructure composée d'une cour et d'un bâtiment principal. C'est un organisme chargé de la conservation et de la mise à disposition du public d'une collection de documents qui figurent sur des supports variés (bande magnétique, disque, film, papier,...)

La Médiathèque Municipale de Ouagadougou propose plusieurs espaces notamment un espace adulte qui organise des formations, des expositions et des conférences ; un espace jeunesse qui donne des séances d'animation autour des livres et des sorties terrains ; un espace multimédia de 54 postes ordinateurs pour des formations aux utilisateurs à l'exploitation des outils informatiques l'accès à Internet aux utilisateurs ; un espace vidéothèque proposant des CD et DVD de musique et films ; un espace socio-culturel et un espace presse.

La Médiathèque Municipale de Ouagadougou a vu le jour grâce aux efforts conjugués de la Mairie de Ouagadougou, de l'OIF, des Collectivités territoriales du Burkina et de la ville de Grenoble en France.

*Berté Aboubacar, tel [berteboubacar@gmail.com](mailto:berteboubacar@gmail.com), tel 00226 70727291*

#### **1.4 L'association pour la promotion des technologies de l'information et de la communication APROTIC**

L'APROTIC est un regroupement des promoteurs de cybercafés. Dans les années 2000, le boom des cybercafés a entraîné un certain nombre de problèmes qu'ont voulu solutionner les membres de APROTIC, en particulier la qualité de la connexion Internet, les problèmes de sécurité informatique ...

La vulgarisation de l'Internet et de l'informatique au BURKINA FASO ainsi que la défense des intérêts de ses membres figurent parmi ses objectifs de base.

Pour les objectifs secondaire, APROTIC veut travailler à la défense des intérêts de ses membres obtention de mesures incitatives à même de soutenir la promotion des TIC et d'autre part, de défendre les intérêts des membres. L'association a des démembrements dans plusieurs villes au Burkina.

Actuellement, avec le déclin des cybercafés, l'association n'est plus trop active mais elle a initié un projet e-enfance qui la permet d'avoir du sang neuf depuis quelques années.

De l'APROTIC à l'e-enfance<sup>1</sup>

Après la résolution de la crise de 2004, les membres de l'APROTIC n'avaient plus leur flegme d'antan. La flamme de la lutte s'est affaiblie. C'est alors que certains membres ont décidé de créer la e-enfance, avec comme objectif « d'apprendre aux enfants à naviguer utile », c'est-à-dire leur apprendre la bonne pratique du Net. Car au « détriment de l'argent, il ne faut pas laisser les enfants se pervertir » souligne madame Dabilgou. Cette initiative est née du fait que les promoteurs des cybercafé ont remarqué que les enfants, au lieu de faire des recherches utiles pour compléter leurs acquis scolaires, sont sur des sites non indiqués ou des sites de rencontres.

---

<sup>1</sup> <http://www.faso-tic.net/spip.php?article35>

Pour la ville de Ouagadougou, l'Association a réussi à sensibiliser certains promoteurs à ne pas laisser les enfants naviguer sur des sites de rencontres. Cela est difficile d'autant plus que chaque promoteur cherche à faire des bénéfices. C'est pourquoi « nous prôtons de créer des espaces enfants dans les cybercafés. Car rien ne sert d'interdire les sites de charmes aux enfants si à côté, ils peuvent voir des images chez les adultes ». Pour atteindre ses objectifs, l'association fait un travail de sensibilisation dans les établissements. En effet, les gens ne perçoivent pas encore le danger de ces sites de charmes pour les enfants. Car, l'Internet n'est pas encore dans les mœurs des Burkinabé.

Selon Mme Dabilgou, outre les entretiens que l'association anime dans certains établissements, elle a organisé un concours de logos pour amener les élèves à prendre conscience des méfaits des sites de charmes. Ce concours visait à primer le meilleur logo de lutte contre les mauvaises pratiques des enfants sur les sites Internet. Il a connu la participation de plusieurs établissements et a donné de très bons résultats. Ce qui a fait dire madame Dabilgou que l'éducation des enfants incombe d'abord aux parents et il faut qu'ils soient plus regardants sur des faits et gestes de leurs progénitures. « Je lance un appel aux promoteurs des cybercafés et aux éducateurs. Que toute la population prenne conscience du danger des sites de charmes que nos enfants visitent tous les jours » conclue-t-elle Aussi, les membres de l'association sont entrain de voir comment intégrer e-enfance à APROTIC, pour plus d'impact. Toute chose qui mérite d'être soutenue.

*Présidente : Angèle Dabilgou [angesebego@gmail.com](mailto:angesebego@gmail.com)*

## **1.5 Association Jardin d'Appui au Désenclavement Numérique (JARDIN D'ADEN)**

Le projet d'Appui au Désenclavement Numérique (ADEN) est une initiative du ministère des affaires étrangères française. Elle vise à mettre en place des points d'accès Internet dans plusieurs pays au Sud du Sahara en mettant l'accent sur les zones rurales. Le BURKINA FASO est bénéficiaire de ces points d'accès appelés également Centre ADEN.

Le projet a mis du temps avant de prendre de l'essor au Burkina. Une quinzaine de centres ont été mis en place dont la plupart hors de Ouagadougou, la capitale.

A la fin du projet, les centres ont décidé de créer une association pour perpétuer le travail commencé. Les centres ADEN ont reçu un léger soutien du gouvernement Burkinabè

pour la connectivité pendant quelques années et l'association a servi de trait d'union pour les négociations.

Les **Jardin d'Appui au Désenclavement Numérique**, en abrégé « **Jardin d'ADEN** », est un cadre de concertation, de travail, de réflexion et de proposition. Elle est née courant 2006 -2007

Le Jardin d'Aden a pour but le renforcement du réseau ainsi que de la vision du projet ADEN au BURKINA FASO, à travers des échanges d'expériences et de compétences.

Ses objectifs sont les suivants :

- servir de trait d'union entre ses différents membres ;
- sauvegarder les intérêts communs de ses membres ;
- contribuer à une plus grande diffusion des TIC, à leur accessibilité et à leur appropriation par toutes les couches sociales du Burkina ;
- participer à la mise en œuvre de la stratégie nationale.

Présentement, seuls quelques centres continuent de fonctionner.

*Issaka Luc KOUROUMA Tel: (00226)76598060 [ilkourouma@yahoo.fr](mailto:ilkourouma@yahoo.fr)*

## **1.6 La Fédération du Numérique du Faso «FED Faso Numérique**

C'est le dernier né des structures faitières en matière de nouvelles technologies au BURKINA FASO. Elle existe seulement vers la mi 2017.

La FED Faso Numérique regroupe des associations professionnelles, coopératives, sociétés formelles, universités, écoles, qui participent à la vulgarisation de l'économie numérique, au BURKINA FASO. Les membres fondateurs sont : GPTIC, RPTIC, APROTIC, TIC et Citoyenneté , ARCDISI, YAM-PUKRI, TECHNOLIS.

Comme les autres organisations faitières, elle compte apporter sa pierre à la constitution d'une société numérique véritable au BURKINA FASO.

*<http://www.fednumerique-bf.org> 226 25 37 37 22 / 25 40 93 05 / 70 21 13 90: [info@fed-numerique.org](mailto:info@fed-numerique.org)*

## **2 Les associations orientées sur les formations en TIC**

Nous allons retenir les associations les plus dynamiques et influentes, pas seulement des organisations qui possèdent des statuts et règlements intérieurs. Il faut dire qu'il existe très peu d'associations spécialisées en TIC comparativement aux autres domaines du développement. Cela est dû au fait que c'est un domaine spécialisé où la plupart préfèrent œuvrer dans le privé d'une part et d'autre part, parce que le grand public n'ay pas trop d'intérêts.

Parmi ces associations, la plupart sont nées à la suite d'un financement ou d'une promesse de financement. La fin du financement met fin à l'action du groupe le plus souvent.

### **2.1 Yam Pukri**

Yam Pukri compte parmi les associations pionnières au BURKINA FASO et dans la sous région Ouest Africaine dans le domaine de la Formation et de la Vulgarisation en Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. (TIC).

Elle existe depuis 1997 et est reconnue officiellement en 1998. En 2012, Yam Pukri a reçu une distinction honorifique de la part du gouvernement pour son action en faveur des TIC pour le développement au BURKINA FASO.<sup>2</sup>

Composée d'ingénieurs et de professionnels de développement de rang universitaire, l'équipe Yam Pukri dispose des meilleurs atouts pour répondre de façon efficace à vos besoins.

Un groupe de 12 permanents assure le travail quotidien. Des personnes ressources de haut niveau sont sollicitées au besoin pour renforcer l'équipe pour les travaux de grande dimension.

Yam Pukri a fait ses preuves au niveau national, régional et international au cours de ces dernières années à travers plusieurs prestations et services offerts.

---

<sup>2</sup> **Officier de l'Ordre du mérite des Arts, des Lettres et de la Communication avec agrafe Postes et Télécommunication**

### **2.1.1 Organisation**

Yam Pukri possède 5 sections interdépendantes. La section études et projets composées de 4 économistes dont deux de 3<sup>ème</sup> cycle, la section développement de sites webs et applications multimédias composée de 2 ingénieurs informaticiens spécialisés en développement logiciel, la section production vidéos composée de deux personnes, la section maintenance avec deux ingénieurs de travaux de maintenance, et enfin la section formation composées de la plupart du personnel en fonction de leur domaine de compétences. Un bureau administratif composé d'une secrétaire et d'une coordonnatrice assure la gestion comptable et administrative.

Yam Pukri fait également de l'incubation entrepreneuriale et accueille chaque année entre 5 à 10 jeunes diplômés de l'Afrique, Europe ou des Amériques qui viennent y parfaire leurs formations et la plupart trouve du travail après leurs formations.

De nombreuses personnes ressources sont appelées en renfort en fonction des activités entreprises par l'organisation.

Pour Yam Pukri, il faut Faire des TIC des leviers de développement grâce à une utilisation judicieuse et rationnelle. Au lieu de seulement rechercher à utiliser des technologies les plus modernes. L'Afrique ne va pas se développer avec le nombre d'ordinateurs que l'on aura, mais avec le travail que l'on fera avec ces ordinateurs.

Pour cela, elle accompagne les organisations surtout rurale à intégrer les TIC dans leurs projets et activités quotidiennes.

Les objectifs poursuivis par Yam Pukri Association sont entre autres de :

Contribuer à la valorisation de l'expertise africaine sur les TIC

Donner l'information sur les TIC en Afrique

Développer des projets à composante TIC avec les organisations paysannes.

Yam Pukri a géré bon nombre de projets TIC au Burkina et dans la sous région

### **2.1.2 Projets**

Au niveau projet, Yam Pukri a eu à coordonner plusieurs projets. Ce sont :

- Actuellement, yam Pukri entreprend le projet @gripol en collaboration avec le CTA.

- Projet démocr@tic financé par avec le Fonds des Nations Unies sur la démocratie.
- Depuis 2002-2003 - Réseau de partage d'informations sur les TIC au BURKINA FASO <http://www.Burkina-ntic.net>
- Portail national sur les initiatives de développement en Afrique <http://www.faso-dev.net>
- Depuis 2001, Portail sur les ONG et associations au Burkina (www.faso-ong.org )
- 2009-2011, Portail vidéo sur les initiatives de développement réussies au BURKINA FASO <http://www.wagues.tv>.
- Dynamiques sur les TIC de l'informel au BURKINA FASO, CAMEROUN et SENEGAL avec le CRDI. <http://tic-infor.burkina-ntic.net/>

Parmi les nombreuses activités réalisées par Yam Pukri, on peut mentionner celles en rapport avec les TIC et l'agriculture qui constitue plus de 70% des travaux effectués par l'organisation.

Travail dans le domaine de l'innovation technologique et sociologique

Yam Pukri, c'est aussi les travaux sur les innovations technologiques avec la réalisation d'applications web et android, la réalisation et le montage d'ordinateurs avec certains revêtements locaux et bien d'autres débrouillardise.

Cette association constitue un modèle unique de par son fonctionnement et sa pluridisciplinarité dans le domaine des TIC : formation, appui conseils, incubations. Des dizaines de jeunes y ont fait leur premier pas dans le monde de l'emploi en séjournant quelques jours à quelques années au sein de Yam Pukri

<http://www.yam-pukri.org>, [info@yam-pukri.org](mailto:info@yam-pukri.org) tel 00226, 25 37 39 74

## **2.2 Groupe TIC et éducation**

Est un regroupement des membres du groupes TIC et éducation du réseau BURKINA FASO. C'est un groupe informel qui entreprend des activités de formation, sensibilisation aux TIC au Burkina fgaso. La plupart des membre fondateurs font des travaux universitaires dans le domaine

[https://www.facebook.com/groups/1006533486044953/?hc\\_ref=ARR-q6Bbczqo5BRGKQaYV\\_24ely75aDPyy2scWxSenPuc-wU2O24mlinOI3feM65-Fq](https://www.facebook.com/groups/1006533486044953/?hc_ref=ARR-q6Bbczqo5BRGKQaYV_24ely75aDPyy2scWxSenPuc-wU2O24mlinOI3feM65-Fq) Membres de base Benjamin SIA, Barthelemy Tenkodogo, Christophe HIEN, Patrice KABORE Hubert PAGBELGUEM

### 2.3 Nouvelles technologies BURKINA FASO NTBF

L'association **Nouvelles technologies BURKINA FASO** (ou **NTBF**) agit au BURKINA FASO, principalement à Ouagadougou et [Bobo Dioulasso](#).

NTBF est une [association de solidarité internationale](#) (ASI) francophone à but non lucratif, loi 1901. C'est une association franco-burkinabè qui existe depuis 2002 et est orientée dans le domaine de TIC et éducation. Elle mène depuis des activités de formation et de sensibilisation ; elle est membre du réseau Burkina-ntic

Référencée par l'Unesco, comme acteur local pour le développement des sociétés de savoir, NTBF est également reconnue d'utilité publique par le BURKINA FASO. Le gouvernement burkinabè lui a également confié le statut d'ONG.

NTBF œuvre pour l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le milieu éducatif au BURKINA FASO.

L'utilisation et la formation aux logiciels libres ont une part importante dans l'association.

- Les Objectifs de l'association
- Former les enfants
- Sensibiliser les enseignants et des formateurs à l'usage des TIC
- Agir pour le développement des TIC et la production de contenu local

<http://ntbf.net/> <https://www.facebook.com/groups/amis.ntbf/> BlaiseLankoande blaise@ntbf.net. Skype : blaiselank. Tel : +226 70612624 / 76697971

### 2.4 TIC au Faso

## 3 Les associations orientées Genre

### 3.1 Groupe Genre et TIC

#### Présentation et Objet

TIC-genre-BF est une liste modérée ouverte à l'ensemble des burkinabé et tous ceux qui s'intéressent à ce pays, les partenaires oeuvrant dans le domaine des TIC et/ ou du genre et soucieux du devenir de la population burkinabé qui compte environ 52% de femmes.

Elle vise à faciliter la communication entre les différents acteurs de la communauté principalement entre les acteurs et partenaires intervenants dans le domaine des TIC et/ou du genre.

Elle est un cadre de réflexion, d'échange et de partage d'expérience, de ressources dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication pour les femmes en particulier et en général pour toute la communauté Burkinabé.

La liste de discussion sur le genre et TIC permet à toutes et à tous d'échanger sur la problématique de l'insertion du genre dans les TIC

La liste est gérée et modérée par Haoua [Koné Tago](#)

Pour aller sur la liste et vous inscrire, cliquez sur :

*Responsable : Haoua Koné [haouako@gmail.com](mailto:haouako@gmail.com) <http://www.dgroups.org/iicd/TIC-genre-BF/>*

### 3.2 Fondation femmes TIC et développement durable

La fondation Femme, Tic et développement durable (FTIC&DD) est née du constat que les technologies de l'information et de la Communication peuvent apporter beaucoup en matière de développement. C'est vrai qu'il existe bien évidemment une fracture numérique entre les pays développés et les pays moins développés mais il existe aussi une seconde fracture numérique genre entre les hommes et les femmes pour ce qui concerne l'accès aux technologies. Ainsi, la fondation travaille au quotidien à réduire cette fracture numérique genre.

La fondation fait la promotion de «solutions innovantes » pour les femmes alphabétisées ou non, urbaines ou non en vue de les engager vers le développement durable. Que doit-

on comprendre par solutions innovantes ?  
Ce sont des solutions toutes simples mais on n’y pense pas souvent. Pour ce qui concerne les femmes non alphabétisées, qui ne savent ni lire ni écrire, on a organisé l’année passée des activités de renforcement de capacités sur la messagerie vocale et plus précisément les SMS vocaux. Vous savez qu’en Afrique le réseau de télécommunication n’est malheureusement pas toujours stable encore moins dans les camp

<https://www.femmetic.bf/> Secrétaire générale : Hadja Ouattara Sanon,

### 3.3 **Mys’TIC BURKINA FASO**

Mys’TIC BURKINA FASO est une association de jeunes filles et femmes passionnées de technologies de l’information et de la communication (TIC) et du Web, qui font la promotion du leadership, de l’utilisation des outils informatiques et du web.

Elle a été créée en 2014 et est la branche burkinabè de la grande communauté Mys’TIC, créée le 8 février 2013.

Mys’TIC BURKINA FASO intègre particulièrement les jeunes filles et les femmes à son plan d’action. En effet, le monde des TIC a toujours été dominé par les hommes. Pour les femmes, l’ordinateur, le web, les sciences informatiques... ont souvent semblé un mystère. Pourtant, elles ont bien les capacités de réussir avec et dans les TIC.

Elles peuvent par exemple utiliser l’ordinateur et surtout le web pour promouvoir leurs droits, pour sensibiliser les populations sur des questions spécifiques les concernant. Elles peuvent également mieux rentabiliser leurs affaires, développer leurs compétences et accroître leurs connaissances grâce à ces outils.

C’est pourquoi Mys’TIC BURKINA FASO s’est donnée pour missions principales de :

- –Aider les femmes et les jeunes filles à s’approprier les outils TIC et à les utiliser quotidiennement ;
- –Amener celles-ci à être des leaders dans le domaine des nouvelles technologies ;–Réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes, et entre les grandes villes et les campagnes ;
- –Amener les jeunes à s’intéresser et à s’investir dans les technologies de l’information et de la communication.
- –Promouvoir les actions sociales envers les populations les plus délaissées en matière de TIC.

<http://mystic-burkina.com/>

### 3.4 **Les associations d’écoles et d’étudiants en TIC au Burkina**

Depuis les années 2000, on a connu la naissance de plusieurs associations linux au BURKINA FASO, mais, leur fonctionnement régulier laisse à désirer. Elles sont souvent cantonnées à des activités sporadiques de formation autour de certains projets linux. Par exemple, l'association Francophone des Utilisateurs de Logiciels Libres avait un répond au Burkina avec ABULL pour l'animation de formations. L'INTIF a soutenu la promotion des associations Linux en Afrique. L'A3LBF l'Association pour Linux et les Logiciels Libres du BURKINA FASO (A3LBF) comptent parmi les dernières en fonctionnement.

On compte également dans la plupart des établissements supérieurs en informatique des regroupements informels en Linux qui fonctionnent au gré de la bonne volonté des membres qui sont à la sortie de l'école vaquent à d'autres occupations.

### 3.5 **Women Techmakers » (WTM), BURKINA FASO de Google Developer Group, Ouaga**

GDG OUAGA (Google Developer Group) est un regroupement de personnes qui voudraient apprendre et maîtriser les technologies Google.

Ils organisent souvent des formations et des rencontres de formations sur les outils de google.

Lancé en 2012, le WTM a pour objectifs d'accompagner les femmes dans le développement de logiciels et d'applications et de devenir de vrais entrepreneurs en technologie.

Chaque année, elles célèbrent la journée internationale de la femme pour susciter la création de logiciels (GWT, Android, App Engine, APIs Google, Drive, Chrome) par les femmes. En 2015, le thème abordé fut « *Connect, Create, Celebrate* ».

*<https://developers.google.com/groups/chapter/101369019264322727362/>*

*Dankourma Zoulfaou .+226 74646434.. GDG Ouaga*

## **4 Les associations orientées sur la gouvernance de l'Internet**

Nous avons un certain nombre d'associations orientées sur la gouvernance de l'Internet. Les plus anciennes sont ISOC Burkina et Igf Burkina. On a vu l'éclosion ces dernières années de plusieurs associations orientées sur la gouvernance. La plupart de ces associations fonctionne en fonction des opportunités de projets. Nous allons retenir celles qui sont présentes sur le net et qui font quelques activités.

### **4.1 Igf Burkina**

Le forum ouest Africain de la Gouvernance de l'Internet (WAIGF) plus qu'un simple évènement annuel est une initiative conduite par le consortium WAIGF (West Africa Internet Governance Forum) afin d'impliquer les divers acteurs ouest africains dans le processus. Dirigé par la FOSSFA (Free Software and Open Source Foundation for Africa), ce consortium regroupe un nombre important d'organisations internationales et inter-états dont l'APC (Association pour le Progrès des Communications), l'AfriNIC, la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), l'Institut Panos de l'Afrique de l'Ouest, l'IIDD (Institut International du Développement Durable)... Le projet a bénéficié du soutien de l'OSIWA (Open Society Initiative for West Africa) pour la préparation du forum mondial sur la gouvernance de l'Internet par des activités locales au sein de 8 pays de l'Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigeria, Liberia, Sierra Leone, Gambie, SENEGAL, BURKINA FASO, Togo) et le forum régional à Dakar au SENEGAL.

Le BURKINA FASO participait au Forum sur la Gouvernance de l'Internet de manière dispersée. on avait d'une part le ministère des TIC et l'ARCE et d'autre part la société civile avec Yam Pukri comme chef de file. C'est ainsi qu'après plusieurs éditions, il a été décidé en 2015 de mettre en place une association multipartite qui va regrouper toutes les sensibilités s'intéressant à la gouvernance de l'Internet au Burkina ( société civile, gouvernement, privé et institutions publiques).igf-burkina a été reconnue officiellement en 2017.

L'association a pour mission principale de fournir un cadre et une structure durable pour un forum national qui engage le secteur privé, le gouvernement, la société civile, les législateurs, le monde universitaire, les ligues de consommateurs et toutes les parties prenantes dans un débat national stratégique sur la gouvernance de l'internet. Cela afin

d'assurer l'essor, le développement ouvert, l'évolution et l'utilisation de l'Internet pour le bénéfice de toutes et de tous à travers le BURKINA FASO.

Elle poursuit naturellement la même mission que IGF, elle supporte et adhère à toutes ses initiatives.

Les moyens d'action de l'Association sont :

- L'organisation régulière d'un forum national sur la gouvernance de l'Internet au BURKINA FASO incluant toutes les parties prenantes ;
- La participation régulière au forum régional ouest africain, africain et mondial sur la gouvernance de l'Internet ;
- L'organisation et la participation à des colloques, forum, formations, réunions et rencontres au BURKINA FASO ou à l'International ;
- La mise en place, la gestion et la participation à des groupes de travail, task forces ;
- La réalisation d'études relatives à la gouvernance de l'Internet
- L'organisation de débats par voies électronique et physique ;
- Tout autre moyen concourant à l'objet de l'association

*Président : Ouédraogo Herman <http://igf-burkina.org/> Secrétaire général : Inoussa Traoré Contact : +226 70 371717*

## **4.2 Association Burkinabè des Domaines Internet**

*Internet (ABDI) NIC Burkina* est une initiative suscitée par l'ARCE pour rendre la gestion du nom de domaine .bf plus autonome. Le nom de domaine .bf était géré par l'ancienne délégation générale à l'informatique. L'ONATEL assure la partie technique et les paiements se font à ce niveau. Le processus de déconnexion a pris du temps avec la demande de l'ICANN de rendre la gestion du nom de domaine national plus neutre. Après plusieurs études et travaux, l'association nic-Burkina a vu le jour en 2017 seulement.

### **Objet et missions**

L'Association a pour objet de favoriser le développement de l'Internet au Burkina Faso. Pour l'atteindre, elle assure les missions suivantes :

- L'attribution et la gestion des noms de domaine Internet délégués au BURKINA FASO ;
- Le soutien au développement des noms de domaine ;

- Le développement de services supports pour les applications de l'économie numérique et leur fourniture aux prestataires de services ;
- Le transfert, au plan national et international, des connaissances et des savoir-faire concernant les noms de domaines ;
- Toute mission qui lui aura été confiée par les pouvoirs publics dans le cadre de la gestion de l'Internet ;
- Plus généralement l'organisation, le soutien, la facilitation, l'amélioration, le développement des activités du nom de domaine et d'activités s'y rattachant directement ou indirectement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère de l'association.

Les membres statutaires sont :

- Les structures publiques en charge des communications électroniques ainsi que les universités publiques d'enseignements dans les TIC ;
- Les membres prestataires : les opérateurs, les fournisseurs d'infrastructures et de services Internet en tant que personnes morales ;
- Les membres utilisateurs : les utilisateurs des services Internet en tant que personnes morales ou personnes physiques ;
- Les membres correspondants : les associations ou les organisations nationales ou internationales opérant dans le domaine de l'Internet.

### **4.3 Isoc burkina**

L'association a pour mission principale d'assurer l'essor, le développement ouvert, l'évolution et l'utilisation de l'Internet pour le bénéfice de toutes et de tous à travers le BURKINA FASO. Elle poursuit naturellement la même mission qu'Internet Society, supporte et adhère à toutes ses initiatives.

L'association a pour objectifs :

- De réunir toutes les parties prenantes pour échanger et partager les expériences autour la promotion de l'utilisation et du développement de l'Internet au BURKINA FASO.
- De mettre en valeur les expériences acquises, en offrant un premier niveau d'information, en soutenant l'éducation, le renforcement de capacités et en favorisant les contacts des membres entre eux et avec les autres membres de l'Internet Society ;
- D'encourager et de promouvoir les environnements réglementaires et les politiques favorisant l'accès, le service universel, la liberté d'expression sur Internet et la diversité ;

- De promouvoir les bonnes pratiques sur internet, la sécurité, la protection de la vie privée, la protection des droits de l’homme sur Internet, la lutte contre la cybercriminalité ;
- D’encourager la participation Burkinabè aux travaux de l’Internet Society et favoriser une participation à tous types de projets coopératifs, Burkinabé ou internationaux, de nature privée ou publique ;
- De renforcer les capacités des Burkinabé en matière de Gouvernance de l’Internet et d’encourager la participation Burkinabé à la Gouvernance régionale et mondiale de l’Internet.
- De favoriser la bonne gestion des ressources Internet essentielles (Adresses IP, passage de l’ipv4 à l’ipv6, Serveurs racine, Points d’Echange Internet (IXP), Registre des noms de domaine du Burkina (.bf)...)
- De servir de point focal pour les efforts communs de promotion de l’Internet et de la gouvernance de l’Internet en tant qu’outil de développement ;
- De promouvoir un traitement adéquat des langues nationales et locales Burkinabé sur Internet.
- De faire connaître les positions de l’association et de l’isoc auprès de toutes personnes physiques ou morales intéressées par Internet ;
- De susciter, préparer et participer à toutes réunions et conférences, groupes de travail et commissions formels ou informels, ainsi que tout ouvrage et publication, utilisant ou non les moyens électroniques, notamment Internet, conformes à son objet social.
- D’entreprendre toutes activités allant dans le sens de la création d’un environnement favorable, de la démocratisation de l’accès et d’une manière générale visant à promouvoir Internet au Burkina.
- De dynamiser la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux, publics et privés poursuivant le même but et les mêmes objectifs.
- De protéger et informer les utilisateurs de l’Internet au BURKINA FASO sur leurs Droits et Devoirs.
- D’assurer la veille de l’Internet sur le plan technologique et matériel

## MOYENS D’ACTION

Les moyens d’action de l’Association sont :

- L’organisation et la participation à des colloques, forum, formations, réunions et rencontres au BURKINA FASO ou à l’International ;
- La mise en place, la gestion et la participation à des groupes de travail, task forces ;
- L’organisation de débats par voies électronique et physique ;

- Le développement et le déploiement de sites web, blogs et tous types de médias électroniques ;
- La conception, l'impression et la distribution d'un bulletin d'information ou journal sur le développement global de l'Internet et les problématiques locales.
- Tout autre moyen concourant à l'objet de l'association
- Le français est la langue officielle de travail au sein de l'association.

*Membres isoc : Jean Baptiste Millogo [jbmillogo@gmail.com](mailto:jbmillogo@gmail.com) <http://site.isoc-burkina.org> tel 74 92 10 10*

#### **4.4 Initiatives TIC et citoyenneté ITICC**

ITICC est une jeune association Burkinabè orientée sur la gouvernance de l'Internet.

Créée depuis 2013, elle est connue dans l'organisation annuelle de la formation des formateurs sur la Gouvernance de l'Internet. Elle est à sa troisième réalisation cette année dans cette activité qui regroupent des experts venant de la sous région.

L'initiative est de l'association Initiative TIC et citoyenneté (ITICC) en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), la Société pour l'attribution des noms de domaines et des numéros sur internet (ICANN) et l'Association française pour le nommage internet en coopération (AFNIC).

Ouagadougou 01 Tel : 00226 78033780 Email: [contact@iticc.bf](mailto:contact@iticc.bf) <http://www.iticc.bf/>  
<https://www.facebook.com/groups/479666925403619/>

#### **4.5 L'Association Burkinabè des Consommateurs des services de communication**

Très active sur le terrain de la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de communication en particulier et en général de la défense des intérêts des consommateurs de tous produits et services confondus, l'ABCSE est une jeune association qui fait son chemin depuis 2013-2014 et est déjà connue grâce aux multiples plaintes déposées contre les opérateurs de téléphonies au Burkina, CANAL +, des rencontres avec l'ARCE ainsi qu'une plainte déposée contre Fédération Burkinabè des

Patrons des Boulangeries, Pâtisseries et Confiseries (FBPBPC) et de l'Union des Fondateurs de Boulangerie au Faso (UFBF) sur la fixation des prix du pain.<sup>3</sup>

L'ABCE, au-delà des missions traditionnellement reconnues aux associations de consommateurs, a prévu à travers les articles 6, 10 et 11 de ses statuts, de sensibiliser les consommateurs de services de communication électronique en vue de les amener à adopter des attitudes préventives contre la cybercriminalité et d'aider subséquemment les pouvoirs publics à réprimer le phénomène. C'est ainsi que l'association a interpellé le gouvernement du BURKINA FASO à procéder à la transposition de la directive CEDEAO /C/DIR/1/08/11 portant lutte contre la cybercriminalité dans notre droit interne, et à la création d'une unité spéciale d'enquête en investigation électronique à faire animer par des agents ayant bénéficié de formations pointues.

Pour conclure, il faut dire que l'ABCE de par ses actions est plus présente que la LCB, la ligue des consommateurs du Burkina qui a des problèmes de gestion interne.

*Le Président, Seydou BARRO tel :70 06 37 55 E-mail :abceburkina@gmail.com*  
<https://www.facebook.com/ABCE-1405599836371984/>

---

<sup>3</sup> <http://netafrique.net/declaration-de-lassociation-burkinabe-des-consommateurs-de-services-de-communication-electronique-sur-le-prix-et-le-poids-de-la-baguette-de-pain/>

## 5 Les associations orientées sur les nouveaux médias

### 5.1 Association des bloggeurs du Burkina

L'Association des blogueurs du Burkina est une organisation œuvrant dans la promotion du *blogging* et des TIC au BURKINA FASO.

Elle contribue et participe de façon citoyenne à la construction de la démocratie sur la base du respect de la liberté d'expression.

Elle participe à la vulgarisation des médias sociaux, le partage du savoir et d'initiatives innovantes dans le domaine des TIC, la communication, la promotion de l'éducation citoyenne responsable, la science et la culture.

Elle est constituée en majorité de journalistes et d'activistes ayant bénéficié de formations ultérieures en blog initiées par le réseau Médias Burkina du centre de presse Norbert Zongo . Certains ont également bénéficié de la formation web2.0 du CTA organisé par Yam Pukri.

*La Présidente: Bassératou Kindo, [beckyelsie@yahoo.fr](mailto:beckyelsie@yahoo.fr) Le Secrétaire général: Boukari Ouédraogo Le Secrétaire général adjoint: Mindieba Ouali <https://www.facebook.com/BloqueursBurkina/> <https://assoblogueursduburkina.wordpress.com/>*

### 5.2 Association des radios amateurs AR-BF

Les radios amateurs sont les blogueurs avant la lettre. Ils permettent avec des équipements de base de communiquer dans le monde entier avec d'autres radio amateurs.

Elle existe officiellement depuis 2010 au BURKINA FASO

Ils pratiquent donc sans intérêt pécunier, un loisir technique permettant d'établir des liaisons radio avec les radioamateurs du monde. L'activité permet d'acquérir des compétences et connaissances techniques dans les domaines de la radio et l'électronique, et développer l'amitié entre les radioamateurs.

L'association des Radio-Amateurs du Burkina a pour objectifs de :

- Créer un lien amical entre les émetteurs amateurs du BURKINA FASO, leur faciliter les essais grâce à des échanges de vue, des renseignements techniques, etc...,

- Organiser tous les essais nationaux et prêter le concours bénévole de ses membres aux chercheurs, aux laboratoires officiels en vue d'essais techniques, ou applications des ondes courtes ou ultra-courtes ;
- Représenter officiellement ses membres en toutes circonstances, tant au BURKINA FASO qu'à l'étranger ;
- Entrer en relation avec les pouvoirs publics et les administrations intéressées en vue d'étudier, dans un esprit de collaboration, les conditions d'une réglementation adéquate de l'émission d'amateur et son application, ainsi qu'en général de toutes questions relatives à l'émission d'amateur.

La composition de l'organe dirigeant de l'association des Radio-Amateurs du Burkina est la suivante :

*Président : POODA Hugolin, tél. 70 27 87 87 226 70 27 87 87 +226 50 38 20 92 <http://www.ar-bf.org>*

### **5.3 Le Centre de presse Norbert Zongo**

Initié par l'Association des Journalistes du Burkina (AJB), la Société des Editeurs de la Presse Privée (SEP) et le Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Information et de la Culture (SYNATIC), le Centre National de Presse (CNP) a vu le jour grâce au Programme "Médias pour la démocratie en Afrique" exécuté par la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) sur financement de l'Union Européenne.

Regroupées au sein d'un Comité de pilotage, ces trois organisations impriment l'orientation indépendante du CNP-NZ. Elles élaborent son programme d'activités et assurent son exécution. La mise en œuvre et la gestion quotidienne sont confiées au Gestionnaire.

Le CNP a été inaugurée le 03 mai 1998, à l'occasion de la journée mondiale de la Liberté de la Presse. Suite à l'assassinat le 13 décembre 1998, du confrère Norbert Zongo, directeur de publication du journal L'Indépendant et membre fondateur du CNP, l'ensemble de la presse burkinabè a décidé le 28 janvier 1999 de dédier cette maison à sa mémoire en lui donnant son nom, d'où l'appellation actuelle : Centre National de Presse Norbert Zongo (CNP-NZ).

Le centre joue un rôle de formation et d'incubation des journalistes du Burkina. Il possède en outre un centre multimédia et un site web bien fourni.

## **5.4 L’association des éditeurs et professionnels des médias en ligne du Burkina**

Les médias en ligne ont décidé en 2015 de créer une association pour défendre leurs intérêts. Bien que fortement utilisés, ce type de médias n’a pas un statut clair et la création de l’association va les aider à mieux s’organiser pour défendre leurs intérêts.

Il faut ajouter que les députés du Conseil national de la transition (CNT) ont voté le vendredi 4 septembre 2015, une nouvelle loi relative aux médias en ligne. Cette loi vient combler le vide juridique qui entourait cette dernière-née des médias d’information au BURKINA FASO.

### Composition du bureau exécutif

*Président : Dr Cyriaque PARE (Lefaso.net) - Secrétaire Général : M. Justin YARGA (Kankar Media)*

## **Les initiatives de laboratoires d'incubation et d'innovations au Burkina**

Il existe peu d'initiatives en la matière au Burkina en comparaison à l'engouement de tels dispositifs dans le monde et en Afrique. La plupart des initiatives le sont seulement sur le plan formel. Dans la pratique on ne voit rien, sauf que des expérimentations d'apprentis sorciers piochés ca et là dans d'autres expériences ailleurs et qui ne sont pas utilisées. On confond souvent la possibilité de faire ci et cà et l'usage réel par les communautés des solutions trouvées.

Les meilleures initiatives partent de la demande des bénéficiaires et on remonte sur la mécanique des possibles pour la réaliser et non le contraire.

### **5.5 Yam Pukri**

Yam pukri est une des organisations les plus anciennes au Burkina travaillant dans le domaine, bien avant que le phénomène ne prenne de l'ampleur et soit à la mode. Plusieurs applications et réalisations sont testées et mises en œuvre et la plupart sont en fonctionnement dans des organisations.

Elle a servi de creusets pour la plupart des centres d'incubation existant actuellement au Burkina.

La stratégie de Yam Pukri consiste à accueillir des jeunes venant des écoles et instituts supérieurs en informatique au Burkina ou dans la sous-région et à travailler avec eux sur un thème particulier. Le travail peut être un travail de mémoire ou un sujet après la soutenance de l'Intéressé. Le plus souvent, la personne finit pas par intégrer Yam Pukri, soit par être recruté par une autre organisation ou encore le jeune s'installe à son propre compte. 97% des jeunes rejoignent d'autres organisations au lieu de créer leurs propres organisations.

### **5.6 Technopolis**

Lancé par Hugues Arsène Kouraogo, un jeune entrepreneur spécialisé dans les technologies, la sécurité et l'énergie, Technopolis vise à contribuer au développement numérique et à la promotion des entreprises innovantes en technologies.

Technopolis est une technopole services, un pôle de compétitivité, un Fablab, un incubateur, un accélérateur de croissance, un espace de coworking , un Hub

d'entreprises, un centre d'affaires, un centre de formation et un centre de Conseil en Management.

La Technopole de Technopolis ambitionne d'organiser toutes les entreprises innovantes en technologies, des grandes villes en technopoles pour mieux réguler le secteur et appréhender l'avenir du développement numérique de l'Afrique. Elle est une veille stratégique pour la promotion des nouvelles technologies. Elle accompagne également les villes par l'intégration de nouvelles solutions intelligentes « villes intelligentes » ou « smart cities » et durables pour améliorer la qualité des services urbains ou encore réduire ses coûts.

Afin de créer ce réseau réunissant les acteurs des technologies et entreprises innovantes, Technopolis peut être créé dans chaque pays qui le désire ou établir des partenariats avec les projets déjà existants.

S'adressant à la fois aux laboratoires et établissements d'enseignement supérieur, aux entreprises, aux porteurs de projets ainsi qu'aux filières et clusters et pôles de compétitivité ; l'offre de services Technopolis s'articule autour de 4 missions :

1. Appuyer le développement des laboratoires de recherche et des établissements d'enseignement supérieur ;
2. Détecter, évaluer et incuber les projets de création d'entreprises innovantes ;
3. Développer et accélérer les projets d'innovation dans les entreprises existantes ;
4. Soutenir et animer les démarches collectives d'innovation, dans le pôle de compétitivité.

<http://www.mytechnopolis.org/> Hugues Arsène Kouraogo, [info@mytechnopolis.org](mailto:info@mytechnopolis.org), tel +226 25 38 84 22, +226 7620 70 14

## **5.7 Ouagalabs**

Cette association a pris racine dans les locaux de Yam Pukri à la faveur du premier Barcamp réalisé au Burkina en partenariat avec Yam Pukri. Elle a pris ensuite ses marques et s'est installée dans le même quartier que le siège de Yam Pukri.

Elle est orientée vers la recherche d'innovations dans le domaine du développement ( agriculture, santé, éducation.

Elle reprend les mêmes activités et philosophies que tous les phénomènes labs ( co-working, co-créativité...)

## 5.8 Jokkolabs Ouaga

Jokkolabs Ouaga est une antenne de Jokkolabs Senegal

Plus qu'un espace de travail...JOKKOLABS est un laboratoire d'idées tourné vers l'action.

Jokkolabs a des antennes dans plusieurs pays dont le SENEGAL, la Côte d'Ivoire, la France.

Il propose un espace de travail collaboratif ( co working) dans ses centres. Jokkolabs, c'est également un laboratoire d'expérimentation, et un fablab qui permet une réflexion de solutions concrètes pour répondre aux besoins sociaux non satisfaits dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation (formation de base) et de les nouveaux médias/bonne gouvernance.

Au Burkina, Jokkolabs est connu pour animer les rencontres tweet up et également. Il anime pas mal de formations ( blogs, sites webs, utilisation d'outils précis comme Twitter)

<https://www.facebook.com/Jokkolabs-Ouaga-324905607699079/> [nseye@jokkolabs.net](mailto:nseye@jokkolabs.net) 226 25 332505

## 5.9 Ouaga film lab

Le laboratoire de développement et de coproduction OUAGA FILM LAB a pour but principal le renforcement de la compétitivité des réalisateurs et producteurs des pays de l'Afrique de l'Ouest pour les différents grands laboratoires internationaux et la facilitation de leur accès aux fonds de financements locaux, à des coproductions internationales et à leur mise en étroite collaboration avec des mentors confirmés du continent.

Génération Films [ouagafilmlab@generationfilms.net](mailto:ouagafilmlab@generationfilms.net)

## 5.10 BeogoLab

Beolabs est une entreprise sociale qui comme les autres initiatives du domaine propose des services ( espace de co working, formation, incubations, financement...) aux jeunes africains. Elle est à l'initiative de plusieurs innovations sont le swagpay

SwagPay est la première plateforme de paiement en ligne basée sur les portemonnaies mobiles au BURKINA FASO elle a pour objectif de donner une autre lecture du paysage

du E-commerce dans notre pays. Pour son Directeur Général , Mahamadi Rouamba, le E-commerce est peu connu au Burkina, et cette plateforme vient comme une réponse aux nombreuses années de retard accumulé en la matière.

SwagPay est la toute première plateforme de paiement en ligne basée sur les portemonnaies mobiles au BURKINA FASO. Elle vient simplifier les paiements en ligne en ligne en agrégeant les autres portes monnaies des opérateurs de télécommunications au BURKINA FASO.

Directeur: Mahamadi ROUAMBA [mahamadi.rouamba@gmail.com](mailto:mahamadi.rouamba@gmail.com) <https://www.beogolab.org/>  
[info@beogolab.org](mailto:info@beogolab.org) +226 25 35 55 35 +226 65 34 00 00

### **5.11 La fabrique**

*La Fabrique* est un incubateur entièrement dédié à l'accompagnement à long terme du BURKINA FASO, et plus largement de la sous-région ouest africaine.

La Fabrique fédère une communauté ouverte d'acteurs engagés au service du développement d'entreprises sociales et responsables considérées comme autant de moyens de favoriser le développement à long terme du BURKINA FASO, et plus largement de la sous-région ouest africaine.

<https://www.lafabrique-bf.com> +226 25 03 33 33/[contact@lafabrique-bf.com](mailto:contact@lafabrique-bf.com)

### **5.12 agrolead (kobenga)**

AgriLead Social Business est une entreprise sociale et solidaire légalement immatriculée au BURKINA FASO depuis 2015 sous le registre BKFKYA2015A119. Elle intervient dans le contexte global du développement rural agricole à travers la fourniture de services et de prestations dans le domaine des études, du conseil, de la formation, des évaluations, de la production de biens et du commerce général.

AgriLead conduit au BURKINA FASO des actions d'aide au développement des communautés en difficultés dans une démarche de solidarité et de responsabilisation. Elle développe des solutions technologiques permettant aux organisations de producteurs agricoles d'améliorer leur productivité ainsi que des systèmes innovants afin que les nouvelles technologies trouvent une place dans les systèmes économiques et sociaux existants.

AgriLead est spécialisé dans les formations, les études, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets et programmes de développement.

Objectif : fournir aux participants une expertise dans les domaines ci-dessous décrits et garantir une autonomie dans la conduite de leurs activités.

Cible prioritaire : producteurs agricoles et leurs Organisations, entrepreneurs agricoles et acteurs du développement rural.

Elle propose également des services de prestations commerciales à savoir la fourniture d'intrants et d'équipements agricoles.

Voir l'application kobenga mis en œuvre par agrilead <http://agrilead.net/kobenga.htm>

<http://agrilead.net> tel : +226 75 72 72 68/ 71544087/78235646 email : [agrilead1@gmail.com](mailto:agrilead1@gmail.com)

### **5.13 SIRA LAB**

La signification du mot « Sira » en langue Bambara et en langue Arabe qui veut dire « Route » en dit long sur la mission que s'est fixée l'Incubateur d'entreprises SIRA.

Une nouvelle route construite dans une localité a toujours représenté le début d'une économie fleurissante pour cette dernière. La route qui est une infrastructure au même titre que les Technologies de l'Information et de la Communication est un outil puissant de développement pour tout secteur économique.

SIRA LABS est née de la volonté de plusieurs jeunes entrepreneurs africains de créer un cadre idéal nécessaire au développement rapide des petites et moyennes entreprises privées exerçant dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique.

Incubateur et Accélérateur de projets, SIRA LABS offre un espace de travail adéquat et stimulant aux jeunes entrepreneurs en leur apportant l'encadrement et le réseau d'affaires nécessaires à l'atteinte des objectifs définis dans leurs plans d'affaires.

Au BURKINA FASO où elle a implanté son premier centre d'incubation d'entreprises, SIRA LABS étendra bientôt son réseau à plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne afin d'offrir aux startups africains l'énorme potentiel de croissance du marché des TICs.

SIRA LABS est installé au Burkina et au SENEGAL pour le moment

[www.sira-labs.com](http://www.sira-labs.com) tel: +226 5604 7373 / 6017 7373 [contact@sira-labs.com](mailto:contact@sira-labs.com)

### **5.14 Keolid**

KeoLID est un centre de formation qualifiante et d'incubation couvrant l'ensemble de l'industrie digitale. Initiative du Groupe AvePLUS, KeoLID est un projet innovant et

ambitieux qui a été lancé officiellement le 09 Février 2017. Ce centre qui bénéficie du soutien de plusieurs institutions publiques dans le domaine du numérique entend contribuer activement à l'émergence d'une réelle économie numérique au BURKINA FASO par la formation, la créativité et l'innovation. Pour ce faire, il s'articule autour de trois axes que sont:

Le centre de Formation KeoLID (Training Center) pour créer une expertise locale dans le domaine du numérique afin de répondre à l'épineux problème de déficit en compétences spécialisées dans les nouveaux métiers du numérique ;

Le centre d'Incubation (Incubator) pour accompagner les porteurs de projets novateurs et les aider à transformer leurs idées en startup viables, performantes, créatrices d'emplois et de richesses ;

Le laboratoire (R&D center for codevelopment with public and private companies) qui est un centre d'expertise et de solutions technologiques dédié à la réalisation de projets innovants en collaboration avec des partenaires publics et privés.

*Responsable, Lassané OUEDRAOGO <http://www.keolid.net> (+226) 25374570 [contact@Keolid.com](mailto:contact@Keolid.com)*

## **6 La naissance d'écosystèmes économiques par les jeunes vulnérables en Afrique, exemple de réseaux sociaux en Afrique de l'Ouest.**

Les réseaux sociaux signent la deuxième génération du web connue sous l'acronyme web 2.0.

Le web 1.0 est un système à sens unique où l'information est publiée par les professionnels des TIC, généralement des développeurs webs ou webmasters.

On reçoit l'information (textes, son, images, vidéos) sur son ordinateur et on le consomme. Il est parfois possible de réagir sur les informations publiées, mais, la marge de manœuvre est très limitée en terme de réactivité.

Avec la deuxième génération de l'Internet, il est devenu facile, voir ludique de publier soi-même des informations sur la toile mondiale sans passer par un technicien. C'est le règne de l'amateur comme le signale auteur XXXX. Tout le monde peut devenir journaliste, communicateur, e-businessman, producteurs de contenus sans avoir aucune connaissance en informatique et surtout en développement web.

Il est possible de découper les grandes tendances en trois phases :

1990- 2000 : thèse de la fracture numérique, Politiques d'accès communautaires; accès à l'ordinateur, connectivité...

2000-2010: apogée du mobile et révolution du web 2.0: création de contenus

2010 à nos jours : apogée du web 2.0 et création d'applications mobiles.

Dans les années 1990, les pays les moins avancés avaient un écart très prononcé en dotations TIC et les politiques dans l'ensemble visaient à les aider à se doter en moyens technologiques performants pour mieux lutter contre la pauvreté. On a donc mis l'accent sur la réalisation de centres d'accès communautaires comme solutions pour fournir la connectivité au plus grand nombre.

Dans les années 2000, les enjeux sont plus orientés sur la création de contenus locaux. Bien que la connectivité soit présente, il y a peu de contenus sur la toile pouvant intéresser le public directement. Beaucoup de projets vont voir le jour à cet effet et même actuellement, ce processus de création de contenus locaux se poursuit à travers des

projets et programmes numériques à l'échelle sous régionale ou africain. (labo-raess.org, <http://www.roppa-afrique.org/gestcon/> etc...)

A partir des années 2010, on note l'explosion du phénomène des réseaux sociaux et du mobile. Presque chaque africain possède un téléphone portable et l'enjeu est de développer des napplications mobiles adaptées afin de créer des services à valeur ajouté. L'application Kenyane mpesa qui permet de jouer le rôle d'un porte-monnaie numérique avec une possibilité d'accéder à du micro-crédit marque un grand pas dans l'accès des personnes vulnérables à des services bancaires accessibles en tout lieu et à moindre frais. Dans presque tous les pays africains, des services similaires ont vu le jour.

### **6.1 Le e-commerce en Afrique subsaharienne.**

Le e-commerce est un principe qui consiste à utiliser un moyen électronique pour effectuer les opérations classiques du marché des biens et des services. Grâce au e-commerce, il est possible de voir à distance le produit, de l'acheter avec un moyen de paiement électronique et de revoir le service ou le bien par la suite, avec les moyens classiques (envoi par la poste ou tout autre moyen de transport).

La complexité de l'opération fait qu'il existe peu d'opérations de ce type. Le système bancaire est centralisé dans les grandes villes et la population pouvant accéder à un moyen de paiement électronique (cartes bancaires) est faible.

L'ingéniosité des jeunes en Afrique pour contourner ces difficultés a été très grande. Ils ont en effet adapté le système du e-commerce à leur propre contexte en utilisant les moyens de paiement mobile et en utilisant des plateformes plus simples et plus accessibles comme les réseaux sociaux pour mettre en contact l'offre et la demande.

En effet, s'il existe des plateformes dédiées sur l'Internet pour faire des affaires, on a constaté la prolifération de systèmes parallèles assurant de multiples fonctions : échanges de produits, ventes de produits et services entre particuliers et professionnels, troc et mieux, la mobilisation de ressources en lignes pour financer des projets sociaux.

Ce système simple d'emploi permet à des acteurs d'entrer sur le marché de l'emploi avec très peu de moyens.il suffit de disposer d'un téléphone portable muni d'une connexion internet ainsi d'un compte sur un réseau social donné.

Du jour au lendemain, de centaines de jeunes arrivent à commercer, à vendre des produits agricoles, des services de nettoyage, cours à domicile, et la vente d'objet divers.

Au BURKINA FASO par exemple, il existe une centaine de groupe sur Facebook mobilisant plus de 200.000 personnes qui font des transactions.

Nous allons présenter quelques expériences de ces groupes, les produits échangés, les moyens de paiements et les moyens de contrôle mis en place pour assurer la sécurité des transactions.

## **6.2 Les jeunes et l'invention de la vente en ligne. L'exemple des groupes Yo man, ya kel ken ?**

En créole Burkinabè, Yo man, Ya kel ken ? signifie, et monsieur, il y a quelle affaire ?. la naissance des groupes YO Man, YA KEL KEN marque l'adhésion de milliers de jeunes à la vente en ligne de produits locaux et manufacturé, que ce soit de produits neufs ou d'occasion. Plus de 300.000 jeunes font ainsi du commerce et vendent d'autres services comme la formation à domicile, le repassage et la vente de produits agricoles

Les plateformes officielles disposent d'un mécanisme de sécurité avec un système de paiement par carte bancaire. Il se trouve que l'on dénombre moins de 5 plateformes dignes de ce nom où on peut acheter avec notre propre monnaie. La catégorie de produits offerts ne touche pas également le grand public, intéressé par des produits diversifiés et peu couteux.

En créant des groupes d'échange de produits et de services avec la possibilité de se faire livrer à domicile, les jeunes ont détourné l'usage classique des réseaux à leur avantage.

Des dizaines de jeunes sont devenus leur propre patron, proposant des services et des produits divers.

Il est intéressant d'aller sur les réseaux sociaux, mais il est important de faire une typologie des utilisateurs

Cette typologie sera évolutive et on essaiera de voir les types qui dominant en fonction des situations.

### **Les chasseurs de LIKE**

Ils publient du n'importe quoi ( images drôles fabriquées, article bizarre , ) pourvu que ca étonne plus d'un et que l'on clique j'aime. Plus il a de J'aime, plus , il est content. Si certains le font pour l'argent, La plupart le font juste pour le fun et pour dire, je suis le ROI sur facebook/ twitter...

### **Les lanceurs d'alertes :**

Ils veulent être les premiers à annoncer un drame ou une bonne nouvelle : leur intérêt, simple fierté de dire que j'ai été le premier à l'annoncer. Plus les gens partagent leurs posts, plus ils sont heureux.

Il y a deux publics à ce niveau : les professionnels et les amateurs : virez les amateurs de vos flux parce qu'ils racontent souvent de choses infondées et en partageant leurs bêtises, vous devenez un des leurs.

Les diffuseurs de contenus thématiques : ils ne produisent généralement rien dans les réseaux sociaux, mais sélectionnent des articles dignes d'intérêt pour eux (parfois des aspects de développement) et les partagent dans leurs groupes, pages ou whatsapp. Si vous en trouvez de bons, suivez-les parce qu'ils vous font gagner un temps énorme.

Les producteurs de contenus

Souvent, ils publient directement ou partagent via leurs blogs ou leurs sites Internet. On trouve dans ce lot des producteurs d'images, de textes, de vidéos. Les deux catégories sont présentes ici : les professionnels et les amateurs. Si certains contenus sont intéressants, d'autres en revanche sont à simplement virer de leurs flux, surtout, ceux provenant de sites web bizarres.

Une mention spéciale est faite ici à ceux/celles qui produisent du contenu sur le développement et ceux qui utilisent facebook pour vendre des biens et des services, et ceux/celles qui arrivent à mobiliser des ressources pour défendre une cause.

Les consommateurs silencieux.

Ils ne produisent rien, n'écrivent rien, ne partagent rien. Ils observent, rient sous cape et s'amuse à observer les réseaux sociaux. Certains en tirent de bonnes leçons, mais pensent que ceux qui partagent les bonnes pratiques sont des cons pour les diffuser gratuitement. Se croyant malins et parfois timide pour mettre du contenu, ils croient pouvoir suivre les mouvements de leurs amis/ennemis sur la toile, surtout pour ceux qui montrent tout, jusqu'à se faire des photos dans les chiottes et les publier sur leurs comptes. Un vrai régal pour les sous marins. Le plus souvent, ils surfent sur une fausse identité, faux nom, fausse photo de profil.

Les exhibitionnistes

Ont découvert dans les réseaux sociaux un moyen de se montrer gratuitement et surtout, montrer à leurs amis/ennemis qu'ils sont parvenus eux aussi. Qu'ils montent ou descendent d'un avion, il faut qu'il poste une image. Le plus souvent, c'est juste destiné à énerver une ou deux personnes dont ils pensent qu'ils seront meurtris de les voir saluer X président, recevoir X prix, être au sommet de X gratte-ciel. Parmi les exhibitionnistes figurent de nombreuses personnes qui ne savent pas qu'ils postent des photos personnelles qui sont vues par n'importe quelle personne dans le monde. Le jour où ils s'aperçoivent que leur vie privée est étalée, ils bloquent leurs comptes et commencent à maudire les réseaux sociaux. La plupart des tontons ont donné leurs téléphones à leur enfant de paramétrer. Il arrive que l'enfant ne fasse pas attention et toutes les photos de papa prises sur l'appareil sont diffusées sur le net en direct.

Les activités peuvent être classés dans les lanceurs d'alertes. Ils défendent des idées et postent des informations pour susciter un intérêt autour d'un thème politique ou de développement. Ils agissent beaucoup dans des groupes dédiés sur leurs sujets favoris et profitent des autres qui partagent leurs informations de manière virale.

### **6.3 Exemple de jeunes qui offrent des biens et des services et des groupes qui arrivent à mobiliser des ressources pour une oeuvre sociale ( le cas de l'éléphanteau de Boromo et les couveuses de l'Hopital Yalgado)**

## 7 Les web TV au BURKINA FASO

Il existe une dizaine de plateformes WEB Tv au Burkina. Une des associations pionnières de la web TV est Yam Pukri avec sa plateforme wagues ( viens voir en langue mooré) commence en 2005 avec le concours du ministère des affaires étrangères Francois (MAE, France). Cette plateforme a créé des émules et à ce jour, plusieurs jeunes ont créé des Web Tv don't certains ont une portée et reconnaissance au niveau international. Je vais mentionner deux web tv ici, l'agrobusiness Tv et Droitlibre TV.

On peut classer les web tv dans la catégorie des start up ou dans la catégorie des pures players, ne faisant que des publications web le plus souvent.

**Tableau n°1. Tableau N°1: Liste de quelques web tv au Burkina**

		organisation
<a href="#">tv wagues ;</a>	<a href="http://www.burkina-ntic.net">www.burkina-ntic.net</a>	Yam Pukri
tv monde paysan	<a href="http://www.mondepaysan.tv/">http://www.mondepaysan.tv/</a>	
<a href="#">tv agribusiness</a>	<a href="http://www.agribusinesstv.info">http://www.agribusinesstv.info</a>	Mediaprod
<a href="#">tv rtb</a>	<a href="http://www.rtb.bf/">http://www.rtb.bf/</a>	Télévision nationale du Burkina
tv burkina-24.com	<a href="http://www.b24tv.com/">http://www.b24tv.com/</a>	Burkina 24
tv droit libre	<a href="http://www.droitlibre.net/">http://www.droitlibre.net/</a>	Association Semfilms
<a href="#">tv edu</a>	<a href="http://www.web-edu.tv/">http://www.web-edu.tv/</a>	Association edu faso
tv culture tackborse	<a href="http://www.tackborse.tv/">http://www.tackborse.tv/</a>	
tv web culture	<a href="http://culturdev.net/">http://culturdev.net/</a>	

## **8 La recherche pour éclairer sur l'apport des jeunes dans les TIC en Afrique**

S'il y a un domaine où excelle les jeunes vulnérables en milieu urbain de nos jours, c'est dans le domaine du sous secteur des technologies de l'information et de la communication. La face la plus dominante et visible sont les vendeurs ambulants de matériels téléphoniques, informatiques et de cartes de recharges des réseaux mobiles. Celle qui est cachée sont les dizaines de jeunes qui après la fin de leurs études font des prestations diverses à domicile ou dans les cybercafés : réalisation de sites webs, montage de projets pour des associations...

Malgré cette dominance, il existe peu d'études et de travaux scientifiques sur le phénomène. Un groupe de chercheurs s'est penché sur la question en 2010 et l'examen de leur travail est toujours d'actualité. Il permet de comprendre le sous secteur des TIC dans deux pays de l'Afrique de l'Ouest (BURKINA FASO et SENEGAL) et un pays de l'Afrique centrale (CAMEROUN).

### **8.1.1 Secteur informel des TIC : un potentiel de développement ?**

L'Afrique est citée parmi les continents qui ont fait cette décennie, des bonds spectaculaires dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le nombre d'utilisateurs d'ordinateurs, de téléphones mobiles, de téléphones fixes et de l'Internet a connu, à des degrés divers, un accroissement sans précédent.

À titre d'illustration, l'Afrique enregistre un taux de croissance annuel moyen de 65% du nombre des abonnés au téléphone mobile contre respectivement 24, 38% pour les Amériques et l'Europe sur une moyenne mondiale de progression de 33% (World Bank<sup>4</sup> 2006). Le mobile enregistre en effet une progression considérable et a dépassé le fixe en 2001 surtout avec l'introduction des cartes prépayées, plus adaptées à la consommation quotidienne pour une large partie de la population de ce continent qui vit au jour le jour.

---

<sup>4</sup> World Bank, 2006, Information and Communications for Development, Global Trends and Policies

L'Afrique ayant obtenu ces résultats, on peut dire que ce nouveau mode de communication sied à son environnement et à sa logique. Le continent, surtout la partie subsaharienne se caractérise par un état de pauvreté absolue, une population fortement rurale plus de 60% (Henri de France; 2001) et une forte proportion de la population active notamment urbaine (75%, Traoré et al 2000) se trouve dans le secteur dit informel. La mobilité étant le maître mot de ce secteur, on comprend alors pourquoi il existe un tel engouement pour cet outil de communication qu'est le mobile.

En se référant à Hamadoun Touré, secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (UIT), *les pays africains ont connu les plus forts taux de croissance en téléphonie mobile, allant de 50 à 400 pour cent ces trois dernières années. L'Afrique doit maintenant se donner comme objectif de reproduire cette prouesse pour le haut débit, en apportant "l'accès à Internet dans chaque village, chaque école, chaque université, chaque hôpital"*.

En matière de développement de l'Internet, les chiffres de l'IUT montrent que *moins de 4 % des Africains ont accès à l'Internet, la pénétration du haut débit reste inférieure à 1 % et 70 % du trafic total est réacheminé à l'extérieur du continent, d'où un surcoût pour les utilisateurs. D'après la Banque Mondiale, le coût de la connexion à Internet en Afrique est le plus élevé du monde (environ 250-300 USD par mois).*

L'essor des TIC en Afrique a intéressé plus d'un opérateur du secteur des télécommunications qui trouve sur ce secteur une mine à exploiter. Le taux de croissance des chiffres d'affaires ainsi que la masse financière dégagée par les entreprises des Télécommunications en Afrique sont très importants. En effet, les opérateurs intervenant en Afrique n'ont pas connu les problèmes de ceux d'outre-Atlantique qui se sont embourbés avec les achats de sommes pharaoniques des licences UMTS de 3e génération dont les anticipations sur leurs développements ne se sont pas avérées exactes. Il y a donc eu comme des éléments de compensation pour ces entreprises qui se rattrapent en Afrique en investissant ou en rachetant des parts d'autres opérateurs nationaux ou privés. Au BURKINA FASO, Maroc Telecom, détenu en majorité par France Telecom a racheté 51% du capital de l'ONATEL (Office National des télécommunications) avec 141 milliards de FCFA. La même opération a eu lieu avec sa filiale Orange qui a racheté les parts de plusieurs opérateurs dans la zone subsaharienne.

Sur le plan local, au Nigeria, les études montrent que les investissements dans le secteur des télécoms atteignent 3.5 milliards de dollars en fin 2005, se situant juste après le pétrole et le gaz.

En somme, au cours des deux dernières décennies, les TIC ont radicalement transformé le monde et son potentiel pour contribuer à la réduction de la pauvreté et accélérer la croissance dans les pays en développement s'est très vite accru. La téléphonie mobile permet de mettre en contact par exemple les agriculteurs, éleveurs et les entrepreneurs. L'Internet livre aux écoles et hôpitaux des connaissances vitales. Les ordinateurs améliorent le service public et privé et accroissent la productivité. En mettant en relation les gens et les espaces, les TIC jouent un rôle vital dans le développement au plan national et régional et offrent toujours d'énormes perspectives pour l'avenir. Par conséquent, il y a lieu de bien comprendre et de cerner les TIC dans leur trajectoire.

Malgré la faible qualité de l'Internet sur le continent qui est pour le moment concentré dans les centres urbains, les TIC ont commencé à redessiner le paysage économique et social des Africains en induisant de nouveaux comportements. En effet, ils font l'objet d'usages multiples et variés et contribuent ainsi à la création de nombreux emplois. Toutefois, ce dynamisme des TIC est matérialisé, à l'image des économies dans son ensemble dans les pays en développement par un dualisme : la coexistence d'un secteur formel et d'un secteur informel dont les activités relèvent toutes des TIC. On constate donc d'un côté les moyennes et grandes entreprises dont les leaders sont les opérateurs de téléphonie mobile, les fournisseurs d'accès à internet et les vendeurs de Hardware et de Software. D'un côté nous avons les entreprises formelles dont la caractéristique essentielle (en dehors des opérateurs de téléphonie mobile) est qu'elles ont pour principal client l'État. De l'autre côté, nous avons les micro-entreprises informelles qui sont les plus nombreuses.

Dans une perspective de développement économique, il est intéressant de s'interroger sur la dynamique des activités informelles des TIC en Afrique, car la simple observation montre qu'elles se déploient vigoureusement dans tous les pays africains, en particulier dans les villes où se trouve une forte proportion de la demande solvable. De plus, la spontanéité et la rapidité avec lesquelles les activités TIC se déploient, leur vivacité et les enjeux qu'elles pourraient représenter pour les pays sont autant de raisons qui appellent à une analyse de ce secteur. Cela est d'autant plus important que dans les évaluations des impacts des TIC sur les pays pauvres ce secteur est très souvent ignoré

pour des raisons liées aux difficultés de collecte des données liées au secteur informel en général.

Il existe peu d'études et de recherches sur le secteur informel des TIC dans sa globalité, notamment dans ses dimensions économiques. Des travaux antérieurs menés dans le cadre de recherches soutenues par le programme Acacia du Centre de recherches pour le développement et portant sur les télécentres communautaires ont abordé les effets socio-économiques des TIC à travers leur capacité à créer des emplois et à offrir des opportunités de génération de revenus, en particulier dans le cadre des stratégies de durabilité de ces télécentres. C'est dans cette même optique que l'équipe Cyberpop d'Enda Tiers-Monde a conduit entre 2001 et 2003 des recherches sur l'ancrage économique de ces centres de ressources communautaires dont la capacité à générer des ressources financières durables sur la base de l'existence d'une demande solvable au sein des quartiers où ils ont été implantés.

Les travaux de Ouédraogo S. (2000, 2002) pour le compte de l'Institut International pour la communication et le développement (IICD) au BURKINA FASO soulignent le fait que le phénomène d'appropriation des TIC se limite à des usages basiques (bureautique, courrier électronique) et que la baisse des coûts et l'importation du matériel informatique de seconde main permettent à de petits entrepreneurs d'ouvrir de cybercafés et de les faire fonctionner avec du personnel possédant très peu de qualifications.

La créativité de ce sous-secteur est pourtant sans limites comme le mentionne Loquay (2003)<sup>5</sup> : les produits informatiques d'occasion alimentent un nouveau marché créateur d'emplois et de ressources dont s'empare le secteur informel. Ce marché proliférant de l'occasion engorge les centres-villes et crée de nouvelles formes d'appropriation de l'espace urbain. Les grands commerçants ouest-africains du Nigéria du SENEGAL acteurs de ce commerce, sillonnent la planète entre les centres de l'économie mondiale et les grandes villes africaines. Sandaga illustre l'efficacité de systèmes et d'agents considérés comme marginaux, informels ou illégaux par rapport au concept traditionnel de l'économie classique et qui génèrerait autour de 60% du PIB SENEGALais.

---

<sup>5</sup> Annie Chéneau-Loquay ,(2003) Les TIC sont elles compatibles avec l'économie informelle en Afrique ? <http://www.cities.lyon.fr/articles/211.html>

Le réseau de recherche RIA en 2006 a réalisé une étude sur l'accès et l'usage des TIC par les PME dans 14 pays en Afrique. Le but de la recherche était d'apprécier l'impact des TIC dans la productivité de l'entreprise. Une des conclusions est que le secteur informel a de la difficulté à faire le passage au formel à cause de trop de procédures administratives qui demandent beaucoup d'argent. De même, la recherche a révélé que les petites et très petites entreprises utilisent plus intensément les TIC que les moyennes entreprises<sup>6</sup>.

Les rares études existantes indiquent que le secteur informel des TIC contribue à résorber le chômage des jeunes dans ces pays. Au CAMEROUN, d'après les statistiques de l'Institut National des Statistiques, l'Etat emploie environ 5% de la main d'œuvre, le privé à peu près de même et le reste évolue dans le secteur informel. À travers ce cas, et bien d'autres dans la plupart des pays africains, l'on voit très bien quelle place occupe le secteur informel dans le marché de l'emploi.

De plus, malgré les énormes profits que génèrent les télécommunications et les activités connexes, et leur part croissante dans le PIB, il n'existe pas d'études sur la contribution du secteur informel des TIC à la richesse nationale. Dans le cas du SENEGAL, seules quelques indications paraissant dans la presse ou dans les rapports du syndicat des gérants de télécentres ou les rapports de l'opérateur donnent une idée de l'ampleur des montants concernés.

Au moment où la plupart des pays africains, conscients de la place croissante des TIC dans leurs économies, misent sur le secteur privé comme levier du développement dans ce domaine, il y a lieu de s'intéresser au dynamisme dont fait preuve le secteur informel dans le marché des TIC. Des recherches en la matière sont d'autant plus opportunes que ce secteur n'est pas bien connu parce que non clairement caractérisé et ses dynamiques actuelles non encore bien cernées.

Il existe beaucoup d'interrogations sur le potentiel qu'il recèle, les motivations de ses acteurs, les relations avec le secteur formel, et, au-delà des chiffres annoncés et parcellaires, sa contribution réelle à la richesse nationale, à la formation de revenus significatifs pour les promoteurs et à la création d'emplois durables et qualifiés. De même, il est nécessaire de réfléchir sur les cadres réglementaires et les politiques les plus appropriés pour une meilleure exploitation du potentiel recèle de ce secteur

---

<sup>6</sup> <http://www.researchictafrica.net>

informel des TIC et pour favoriser, le cas échéant, le passage de certains de ses acteurs à des activités et des structures d'entrepreneuriat relevant du formel.

Ce sont ces gaps en matière de connaissances sur le secteur informel que la présente recherche s'est proposée de combler par la mise à disposition de l'ensemble des acteurs, en particulier les décideurs politiques, de données empiriques probantes au moment où, sous l'égide de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique, certains pays cherchent à donner un contenu plus opérationnel à leurs plans stratégiques de mise en œuvre de leurs politiques TIC. Les propositions et recommandations qui sont proposées devraient permettre de tenir désormais compte de ce secteur' qui de loin est celui par lequel les TIC joueront peut-être leur rôle de développement dans les pays africains.

### **8.1.2 Objectifs et hypothèses de recherche**

L'objectif général de cette étude est de mieux comprendre les dynamiques actuelles du secteur informel des TIC et le rôle économique et social qu'il joue afin de recommander la mise en place de cadres réglementaires et l'adoption de mesures politiques propices au renforcement des capacités des acteurs qui y évoluent et, le cas échéant, à leur passage à des activités et à des structures relevant du formel.

De façon plus spécifique, le projet vise à :

caractériser le secteur informel des TIC par l'identification plus précise des acteurs et des activités dans lesquelles ils sont engagés ;

analyser les dynamiques en cours afin d'identifier le potentiel du secteur, les facteurs explicatifs de son dynamisme actuel, ses forces et faiblesses, mais aussi les opportunités et les menaces;

déterminer le rôle social et économique du secteur à travers sa contribution à la richesse nationale, à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus, et à l'impulsion d'autres secteurs nationaux et locaux ;

analyser les cadres réglementaires et les politiques existants afin de proposer les adaptations appropriées et mettre à la disposition des décideurs politiques des données probantes destinées à la prise de mesures propices à une meilleure exploitation du potentiel du secteur et au passage au formel de ses acteurs qui en ont le potentiel et les motivations.

### **8.1.3 Questions de recherche**

Pour ce faire, nous essayons de formuler, ci-après, les questions et hypothèses de recherche auxquelles la recherche contribue à donner des éléments de réponses sont les suivantes :

La logique dans laquelle s'inscrit notre recherche part de la reconnaissance de l'existence du secteur informel comme l'un des fondamentaux des économies de pays en développement surtout celles qui relèvent de crises ou continuent de les vivre. Dès lors, nous considérons ce secteur comme une réalité incontournable de la transition de nos économies vers le statut d'économies émergentes, selon les vœux et les discours dominants des décideurs politiques. Malgré les politiques et tentatives de l'éradiquer dans certains pays, y compris par des mesures policières, le secteur reste toujours aussi vivace, voire dynamique et créatif, dans beaucoup de cas. L'option retenue dans notre recherche est celle de la valorisation du potentiel de ce secteur et de la création des conditions réglementaires, institutionnelles et politiques qui peuvent favoriser le passage à des activités et structures relevant du formel pour ses acteurs qui en ont le potentiel et les motivations.

Bien que les thèses de l'économie solidaire soient plus proches des réalités des pays couverts par notre étude, il serait peu pertinent de limiter les actions du secteur informel comme relevant uniquement et entièrement de la survie face à la crise. Pour le secteur informel des TIC qui s'appuie sur des technologies modernes et à valeur hautement ajoutée pour certaines d'entre elles, il serait plus judicieux de procéder à une caractérisation plus précise de ses acteurs qui y évoluent et de leurs activités.

Ceci permettra de distinguer les activités qui relèvent de stratégies de survie et celles qui répondent à d'autres motivations et qui, pour certaines, relèvent d'un secteur moderne non encore étudié ou sont plus en transition en l'absence de cadres et de politiques facilitant le passage à des activités plus formelles. Les leçons tirées du projet financé par le CRDI sur l'insertion des jeunes dans le marché émergent des télé services au SENEGAL ont montré l'existence chez de jeunes diplômés d'un potentiel et d'une volonté d'entreprendre de façon durable, mais qu'ils n'ont pas accès à des financements, des conseils stratégiques et à un accompagnement en matière de formation dans le domaine du management et du marketing.

En passant en revue les différentes conceptions du secteur informel, il est loisible de constater qu'il n'y a pas de consensus, et que les critères varient d'une définition à l'autre. Pour les besoins de notre recherche, nous allons adopter celle proposée par le

Professeur Abdoulaye Niang de l'Université Gaston Berger et qui nous paraît la plus compréhensive : « *Le secteur informel est l'ensemble des activités de commerce, de production de biens, de services à valeur marchande, de pratiques associatives d'épargne et de crédit, de transfert et de distribution des ressources, toutes se menant à une échelle plus ou moins réduite, qui échappe partiellement ou totalement à la législation et/ou normes dominantes qui régissent le champ des activités et des pratiques de même catégorie* » (Niang, 1996) .

En appliquant cette conception au secteur des TIC, nous voulons y inclure les activités décrites ci-dessus et relatives aux technologies numériques combinant les télécommunications, l'informatique et l'audiovisuel. Il est intéressant de noter que l'audiovisuelle numérique offre des opportunités de génération de revenus et d'emplois à des personnels de plus en plus qualifiés, notamment dans la production de documentaires.

**Remarque** : Il est toutefois nécessaire de noter que nous excluons de notre champ de recherches les activités portant sur des biens ou services illicites même si nous n'ignorons pas leur importance. Il s'agit notamment des ventes de supports audiovisuels dont les contenus sont piratés, la vente de logiciels piratés, etc.

La question principale de recherche que nous posons alors est la suivante :

Dans des économies nationales où la part des TIC continue de croître, quels sont les caractéristiques essentielles et le rôle économique et social du secteur informel des TIC ?

Les questions spécifiques peuvent être formulées comme suit :

#### **8.1.4 Caractérisation du secteur informel des TIC**

Que recouvre le secteur informel des TIC ? Quels sont les acteurs qui y évoluent? Quelles sont les activités qui y ont cours ? Sous quelles formes sont-elles exercées (entrepreneur individuel ou entreprise)?

Quelles sont les raisons qui expliquent l'expansion et le dynamisme du secteur ?

Quel est le potentiel d'innovation du secteur ? Existe-t-il des innovations susceptibles de favoriser le passage d'activités informelles vers le secteur formel ?

Quelles sont les relations avec le secteur formel : complémentarité ou concurrence ?

#### **8.1.5 Rôle social et économique**

Quelle est la vision des acteurs quant à l'avenir de leurs activités ?

Quels rapports entretiennent-ils en tant qu'entrepreneurs avec leur environnement (institutions financières, fournisseurs, clients, autres acteurs du secteur informel ou formel)

Quelle est la part réelle du secteur dans la création de la richesse nationale, d'emplois ou d'activités génératrices de revenus au profit de certaines catégories de la population ?

### **8.1.6 Cadre réglementaire et politique**

Quel est le rapport au formel (vision des acteurs) et aux impôts ?

Quelle est la place actuelle du secteur informel dans les politiques et stratégies TIC adoptées par les pays ?

Quelles sont les mesures et/ou les politiques appropriées d'encadrement et d'accompagnement de ses acteurs qui veulent accroître leurs activités et passer au formel le cas échéant ?

### **8.1.7 Caractérisation des acteurs et des activités**

#### **8.1.7.1 Caractéristiques des acteurs**

Il sera analysé dans ce point les caractéristiques globales des enquêtes selon le sexe, l'âge, le statut matrimonial et la répartition géographique.

### **8.1.8 Répartition par sexe : une dominance des hommes dans le sous-secteur informel des TIC .**

Si au niveau du secteur informel en général les femmes ont approximativement le même poids que les hommes (47,3% dans l'enquête 123), dans le domaine de l'informel TIC, ce pourcentage semble plus faible. Au BURKINA FASO, elles occupent 14% contre 86% des hommes. On observe la même tendance au SENEGAL avec 13,29% de femmes. En revanche, au CAMEROUN, les femmes dans l'informel sont de l'ordre de 37% contre 63% d'hommes.

Comme on le verra plus loin, les femmes sont plus concentrées dans le secteur des télécommunications où elles occupent les fonctions de vendeurs de crédits téléphoniques (box au CAMEROUN) et de gérantes de télécentres, secrétariat public au Burkina comme au SENEGAL.

### **8.1.9 La dominante jeune, une des caractéristiques fortes du secteur informel des TIC**

L'âge moyen des promoteurs du secteur informel des TIC se situe dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans dans les trois pays concernés par l'étude. On constate néanmoins une tendance jeune au BURKINA FASO et au CAMEROUN où cette frange représente 60% de la population étudiée contre 45,60% au SENEGAL.

Une analyse plus fine montre que la population jeune se concentre dans la sphère d'activité des télécommunications et la population plus âgée (au delà de 35 ans) dans la sphère de l'Informatique et de l'audio visuel. (cf rapport de recherche SENEGAL TIC INFOR).

### **8.1.10 Répartition par statut matrimonial**

Les promoteurs mariés sont les plus nombreux au SENEGAL avec une moyenne de 51,8% . Par contre, au BURKINA FASO et au CAMEROUN, ce sont les promoteurs célibataires qui sont les plus représentatifs avec 62% des hommes célibataires contre 71% de femmes célibataires dans le secteur informel des TIC au CAMEROUN.

Le SITIC, une forte concentration dans les centres urbains

Il existe une forte concentration des activités du SITIC dans les centres urbains comme l'a révélé la partie méthodologique de notre étude. ( ). Pour le cas du SENEGAL, plus de 60% des promoteurs opèrent dans les centres urbains contre respectivement 12% et 18% en milieu péri urbain et rural. On observe la même physionomie au CAMEROUN respectivement 58%, 20% et 22% pour le milieu urbain, péri urbain et rural.

Un secteur informel des TIC « intellectuel » et non technicisé

La plupart des analyses montrent que le secteur informel en général est dominé par des personnes illettrées. Le SITIC donne un autre regard.

L'analyse au BURKINA FASO montre que 31% des enquêtés ont un niveau d'étude primaire et 31% le secondaire. Seuls 18% n'ont aucun niveau d'instruction.

Au CAMEROUN, c'est le constat est le suivant: 78% des promoteurs ont le niveau d'instruction supérieur ou égal au niveau secondaire.

La tendance semble être la même au SENEGAL puisque 29% ont un niveau de l'enseignement secondaire général.

Paradoxalement, la majorité des promoteurs n'ont pas reçu de formation technique ou professionnelle dans le domaine des TIC. La plupart a donc appris sur le tas. Au BURKINA FASO par exemple, 92% des promoteurs qui sont sans instruction

interviennent dans les télécommunications et 7.69% dans le domaine de l'informatique et de l'Internet.

L'explication qui peut être donnée au fait que le niveau moyen d'instruction du SITIC est supérieur à la moyenne du secteur informel en général est la suivante : la spécificité technique d'un certain nombre d'activités du SITIC fait que l'exercice requiert de la part des acteurs la possession d'une haute technicité qui ne peut pas être acquise à travers le mécanisme de l'apprentissage sur le tas : seule une formation formelle de très haut niveau peut permettre une telle acquisition de compétence.

### **8.1.11 Les caractéristiques des activités du sous-secteur informel des TIC**

#### **8.1.11.1 Les activités du secteur informel des TIC**

Les activités peuvent être classées aussi bien dans les télécommunications, dans l'audiovisuel et l'informatique. Ces trois groupes d'activités regroupent une multitude de sous-groupes d'activités comme le montre le tableau ci-dessous.

#### **8.1.12 Les télécommunications**

**Tableau n°2. Répartition des activités du secteur informel des TIC dans le secteur des télécommunications**

Domaines	Activités
Télécommunication	Télécentre
	Cyber-café
	maintenance, Flashage et décodage téléphone portable
	Recharge batterie de téléphone portable
	Vendeur de crédits de communication
	Vente de téléphone portable
	Vente accessoires de téléphones portables

**Source :** Yam Pukri , 2009, Dynamiques et rôle économique et social du secteur informel des TIC au BURKINA FASO, au CAMEROUN et au SENEGAL, éléments méthodologiques pour une recherche sur la question, Yam Pukri, BURKINA FASO

Il ressort des données une domination des activités liées aux télécommunications qui occupent 85% au BURKINA FASO, 68% au CAMEROUN et 75% au SENEGAL. Les activités sont marquées par une représentation importante des vendeurs de crédits de

recharge (près de la moitié des activités au BURKINA FASO). Cette domination des télécommunications dans l'informel des TIC est sans doute due à la domination des télécommunications dans le formel des TIC. En effet, les télécommunications sont la composante des TIC qui a connu le plus fort taux d'expansion dans les pays africains au cours de ces dernières années.

L'activité de vente de cartes de recharge est beaucoup développée surtout au BURKINA FASO. Généralement constitué de trois catégories d'acteurs, le circuit de la vente de carte de recharge est organisé de façon pyramidale. Un grossiste qui noue un contact direct avec l'opérateur concerné pour se procurer les cartes de recharges. Ce dernier (grossiste) doit s'acquitter généralement d'une caution qui varie de 2 millions à 3 millions (3050 euros à 4574 euros) selon les opérateurs. Ce dernier dispose d'une marge de 8 à 10% qu'il se doit de partager avec les différents intervenants dans sa chaîne de distribution. De façon classique, il dispose de demi-grossistes qui eux-mêmes ont des détaillants (des jeunes gens qui vendent dans la rue ou à des endroits précis ou de toute personne voulant vendre à l'unité pourvu qu'il s'établisse une relation de confiance entre ces derniers et le demi-grossiste). Le grossiste garde au passage de 1,5 à 2% de la marge, ensuite le demi-grossiste de 1 à 1,5% de la marge et enfin les détaillants de 6 à 7% de marge sur chaque carte vendue.

Les téléc centres ne sont pas en reste dans les télécommunications au vu de leur représentativité même si leur nombre connaît une baisse vertigineuse. De plus en plus, cette activité survit aussi grâce à la vente des cartes de recharge, qui n'est certes pas son activité principale, mais dont les bénéfices sont parfois au même niveau que ceux de l'activité principale. Cette baisse de leur recette serait due à l'apparition du téléphone portable et surtout aux possibilités de transferts d'unités qui permettent aujourd'hui d'acheter même pour 100 FCFA de crédit. En plus de cela, les opérateurs de téléphonies se basent sur des « effets club » qui consistent à taxer fortement les appels inter réseau tout en favorisant les appels intra réseau.

Aussi, de plus en plus, la vente de téléphones portables, neufs et surtout d'occasion (de seconde main) est également assez bien représentée. À des prix généralement abordables, moins de 5000 FCFA parfois, ces combinés viennent la plupart du temps de l'Europe et sont souvent appréciés des consommateurs qui les trouvent plus résistants que les téléphones neufs venant d'Asie, notamment de Taïwan et Dubaï. Arrimées aux marchés d'occasion des téléphones portables dont les appareils ont souvent besoin d'être décodés (débloqués, tropicalisés selon un réparateur), les activités de réparation

permettent de résoudre les pannes liées généralement aux « chutes du téléphone », à l'humidité, etc. Parfois, elle permet de récupérer des portables de cousins ou de parents en ville qui ne voudraient plus d'un portable pour des raisons diverses (obsolescence, panne, etc.). Ces combinés auraient été abandonnés sans ces acteurs. Et comme les coûts de réparation sont assez faibles, d'un à 10 euros selon la panne, mais surtout selon le standing du téléphone, "tout le monde" peut avoir un portable: il suffit d'avoir un parent en ville qui pour des raisons données veuille changer son téléphone... Sur cet angle, le secteur de la réparation des téléphones portable a encore de beaux jours devant lui. En effet, la baisse des prix des téléphones, notamment ceux venant d'Asie qui coûtent entre 15 et 25 euros, aurait pu mettre cette activité en difficulté si les coûts de réparation étaient concurrents aux prix des téléphones. Ce qui n'est pas le cas et en plus, le marché d'occasion est un secteur de plus en plus apprécié même par les couches moyennes.

Les cybercafés représentent 0,76% des activités. Ils constituent les services d'accès public à internet. Ces activités sont de plus en plus en difficultés avec la baisse des coûts de connexion (autour de 0,30 à 0,40 euro l'heure de connexion) due à la concurrence interne. Les premiers acteurs qui se sont installés ont pu rentabiliser leurs investissements, mais aujourd'hui, il existe très peu de nouveaux investissements surtout de renouvellement du matériel informatique. En plus, les nouveaux acteurs qui s'installent hésitent à investir dans des ordinateurs performants de peur de ne pouvoir les rentabiliser. Cet état de fait induit un cercle vicieux: les coûts de connexion assez bas découragent les investissements dans des ordinateurs de bonne qualité entraînant ainsi une connexion plus lente à cause de la faible puissance des processeurs, ce qui décourage les internautes, réduisant par là même le taux de fréquentation et les recettes: une fermeture assurée...

### **8.1.13 Les métiers en déperdition dans le domaine des télécommunications**

En ce qui concerne les activités de production de biens télécoms, l'essentiel se concentre dans le montage et la fabrication artisanale d'antennes de téléviseurs. Avec des bouts de fer et souvent de longs bâtons, de tubes fluorescents usagés, de grillages et des tôles en fer, certains acteurs de l'informel se sont spécialisés dans ce métier. Il existe généralement deux types d'antennes, les antennes servant à capter les chaînes locales en VHF et les antennes servant à capter les chaînes fonctionnant sur satellite. L'utilisation de satellites plus puissants et donc nécessitant des récepteurs plus petits a entraîné une

érosion du marché de ce type d'antennes. Le rayon des antennes locales qui pouvaient atteindre 2 mètres n'est presque plus utilisé, les antennes modernes, moins coûteuses et donc le rayon n'excédant pas un mètre de diamètre sont de plus en plus utilisées.

Il en est de même des antennes VHF qui sont seulement utilisées dans les zones rurales et reculées parce que le centre d'émission est très distant.

On peut donc dire que ce métier est appelé à disparaître avec l'évolution de la technologie qui utilise de plus en plus des éléments miniaturisés pour les systèmes de réception satellitaire et terrestre.

### 8.1.14 Secteur de l'audiovisuel

**Tableau n°3. Répartition des activités du secteur informel des TIC dans le secteur de l'Audiovisuel**

Domaines	Activités
Audiovisuel	Réparation d'appareils audio et télévisuels
	Vente appareil téléviseur, DVD, VCD et d'équipement audiovisuel
	Gravage, location, vente CD, DVD, VCD
	Photographie et reportage
	Vidéo club
	Distributeur de programmes télé

**Source :** Yam Pukri , 2009, Dynamiques et rôle économique et social du secteur informel des TIC au BURKINA FASO, au CAMEROUN et au SENEGAL, éléments méthodologiques pour une recherche sur la question, Yam Pukri, BURKINA FASO

Ce secteur représente 8% des activités répertoriées au BURKINA FASO contre 12% au CAMEROUN et 9% au SENEGAL. Dans ce secteur, les activités les plus en vue sont la vente d'appareils, ensuite viennent les activités de téléchargement, vente et location des CD, DVD, VCD. Cette activité s'apparente un peu à un piratage, car les téléchargements se font généralement sans autorisation. Cependant, les activités et même la vente de DVD et VCD se mènent au vu et au su de tous. On rencontre parfois des films burkinabés à moins de 2 euros alors qu'ils devraient coûter en moyenne 15 euros.

Le secteur de la photographie est à l'audiovisuel ce que le télécentre est au secteur des télécommunications. En effet, l'apparition des téléphones portables à multiples usages : pour des photos, filmer des événements, etc., le secteur est en perte de vitesse. Ensuite les appareils électroniques participent également à accentuer les difficultés de ce secteur. De plus en plus, les acteurs qui disposent de réseaux bien établis continuent de garder leurs clients pour des événements majeurs tels que les mariages, les baptêmes, ... Jadis, les jours de fête mobilisaient les "professionnels" de la photographie parce que chacun voulait immortaliser non seulement l'événement, mais surtout garder un souvenir lié aux vêtements qu'on s'était offerts ou qu'on avait offert à ses proches. Aujourd'hui ce souci est toujours de mise, mais on ne fait plus appel à un photographe: on le fait soi même ou on le fait faire par un ami.

Les activités de réparation dans ce secteur auraient pu être liées à la réparation dans le secteur des télécommunications. En effet, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce sont la plupart du temps des réparateurs d'appareils audio et téléviseurs qui sont devenus les réparateurs de téléphones ou encore les acteurs de la maintenance informatique. Il existe curieusement certains réparateurs qui n'ont suivi aucune formation...

### **8.1.15 Secteur de l'informatique**

- Caractéristique du secteur de l'informatique

Domaine	Activités
Informatique	Vente d'ordinateurs
	Câblage et configuration de réseaux
	Réparation d'ordinateurs
	Bureautique (secrétariat public)
	Service-conseil
	Vente d'accessoires informatiques
	Vente de logiciel et conception de site web

**Source :** Yam Pukri , 2009, Dynamiques et rôle économique et social du secteur informel des TIC au BURKINA FASO, au CAMEROUN et au SENEGAL, éléments méthodologiques pour une recherche sur la question, Yam Pukri, BURKINA FASO

Le domaine de l'informatique est le moins représenté des trois sous-secteurs au BURKINA FASO (7%). Au CAMEROUN et au SENEGAL par contre, ce domaine vient avant celui de

l'audiovisuel numérique soit respectivement 20% et 15% des activités TIC informel dans ces pays.

Dans ce secteur les secrétariats publics occupent une place de choix. Généralement aménagés dans des locaux fixes et électrifiés, avec au moins un ordinateur et/ou une photocopieuse, aux abords des zones de concentration d'activités ou d'établissements scolaires ou universitaires, les secrétariats publics offrent des services de saisies de manuscrits, de photocopie, d'impression, etc. Ils participent à résoudre l'absence de connaissances en matière d'utilisation de l'ordinateur dans un environnement où "même les devis doivent être saisis pour qu'on vous prenne au sérieux" selon un interlocuteur.

Une autre activité qui mérite qu'on s'y attarde est celle relevant de la vente de logiciel/progiciel et la conception de site web. Elle est l'œuvre d'étudiants ou d'élèves informaticiens au chômage ou en cours de formation, ou encore d'actifs employés dans l'administration publique ou le secteur privé et qui continue de mener des activités parallèles à leur propre compte.

Les gestionnaires des cybercafés participent également à la vente de progiciel/logiciel proposé soit par des maisons locales soit par des maisons étrangères.

## **8.1.16      *Rôle socio-économique du secteur informel des TIC***

### **8.1.16.1      *Dynamique du secteur informel***

Cette section examine la dynamique du secteur informel des TIC. Cela passe par l'analyse d'un certain nombre de caractéristiques. Il s'agit essentiellement des relations des acteurs avec l'environnement interne et externe, l'évolution du nombre des acteurs, la perception des acteurs sur les caractéristiques de leurs activités (chiffres d'affaires, marge bénéficiaire, clientèle, concurrence) et sur l'avenir du secteur.

### **8.1.16.2      *Relation avec l'environnement (interne et externe)***

Les relations avec l'environnement peuvent s'analyser à deux niveaux : d'une part entre les acteurs du secteur informel eux-mêmes et leurs clients et fournisseurs et d'autre part entre acteurs du secteur informel et acteurs du formel.

Tout d'abord, il faut préciser que les clients sont en majorité des ménages, 65% au SENEGAL, 94% au CAMEROUN et 91% au BURKINA FASO. Contrairement aux deux autres pays, le SENEGAL présente une spécificité à ce niveau, car la proportion des clients du

secteur public ou para public n'est pas négligeable, 23,54%. Cela montre déjà qu'il y a une interconnexion très forte entre les deux secteurs (informel et formel) et dont les rapports se manifestent sous une forme collaborative.

Pour ce qui est des fournisseurs, les sources d'approvisionnement sont largement nationales (90% en moyenne dans les trois pays) et cela est un argument de plus sur le rôle très important que joue ce sous-secteur dans les économies de ces pays, parce qu'il établit un système de collaboration prioritairement orienté vers les fournisseurs locaux. Ces fournisseurs locaux sont dans 40% des cas des grandes et petites entreprises privées commerciales formelles au BURKINA FASO. Ce pourcentage est de seulement 22% pour le SENEGAL, mais 46% pour le CAMEROUN.

Le secteur informel des TIC s'approvisionne surtout chez les entreprises formelles à cause des facilités que leur offrent celles-ci. En fait, compte tenu de la petite surface financière dont dispose l'informel TIC, les entreprises privées formelles sont pour eux les meilleures sources d'approvisionnement. Toutefois parmi les fournisseurs, il faut aussi compter le secteur informel qui occupe une proportion non négligeable et cela témoigne d'une forte intensité des affaires intra sectorielles. A titre illustratif, il ressort qu'au BURKINA FASO par exemple, 26% des promoteurs ont des fournisseurs provenant eux-mêmes du secteur informel. Ce pourcentage est de 27% pour le SENEGAL et 34% pour le CAMEROUN.

L'analyse des relations à proprement parler montre que ces relations aussi bien entre acteurs du secteur informel qu'avec les autres acteurs, clients et fournisseurs sont surtout basées sur la confiance qui est une caractéristique essentielle des économies en réseaux. Les mécanismes contractuels et les prises de garanties sont assez rares (moins de 10% en moyenne dans les trois pays).

Il s'agit de rappeler ici que la confiance repose toujours sur un support quelconque et que deux éléments d'explications pourraient être postulés ici.

Le premier élément d'explication est que pour l'acteur fournisseur, la confiance ne pose pas de problème a priori, sachant que la perspective (ou la résultante) de ces interactions est l'inscription dans la durée d'un partenariat. Pour le client, toute personne désireuse de bénéficier du service de ce promoteur étant un client, il s'agit de signaler qu'il peut y avoir des différences de traitements entre un client fidélisé, un client qui vient la première fois... Et le terme client, dans l'environnement local, est réservé justement en général à ceux qui ont une longue relation avec l'entrepreneur.

Le deuxième élément d'explication est que les formes d'interaction sont toujours imprégnées des valeurs des acteurs. Dans ces pays en général, la contractualisation n'est pas très habituelle, elle fait à la limite peur à certains parce qu'elle inscrit dans un univers normatif régulé par la formalisation, les rapports sociaux qui échappent ainsi au monde plus rassurant de la gestion traditionnelle synonyme de compromis, de négociation, de règlement de conflit à l'amiable, et porteur aussi d'une plus grande cordialité.

### **8.1.17 Secteur informel et secteur formel des TIC : complémentarité ou concurrence ?**

Le deuxième niveau d'analyse des relations est relatif aux relations entre acteurs de l'informel et acteurs du formel. À ce niveau, il ressort que ces relations sont à la fois complémentaires et conflictuelles par moment. En effet, selon les promoteurs du formel, bien qu'ils utilisent souvent le canal du secteur informel pour écouler leurs produits, il existe de nombreuses situations où les acteurs du secteur informel constituent une véritable menace à la survie de certaines unités formelles. Pour illustrer ce propos, un promoteur du formel affirmait ceci : *«Le drame c'est que certains utilisent même le nom de notre société pour aller vendre leur matériel. Et souvent les clients reviennent nous voir parce que le matériel qu'ils ont acheté n'est pas de bonne qualité »*

Il faut aussi noter que la nature de la relation varie selon les domaines d'activités, autrement dit dans certains domaines les relations sont uniquement complémentaires et dans d'autres elles sont conflictuelles. À titre illustratif pour ceux qui interviennent par exemple dans le domaine de la fourniture d'accès à l'Internet, ils notent que le secteur informel ne peut pas être leurs concurrents parce qu'ils n'interviennent pas dans ce domaine qui demande de gros investissements (achat de VSAT, de liaison spécialisée). Il y a aussi le fait, que certains acteurs du formel vendent du matériel haut de gamme adressé à une certaine clientèle qui ne fréquente pas le secteur informel. Dans ces deux situations, le secteur informel ne constitue donc pas un concurrent pour le secteur formel. On peut aussi ajouter le cas du secteur des télécommunications où les réseaux de téléphonie mobile entretiennent des relations de partenariat avec les agents du secteur informel des TIC. Ces agents constituent leur réseau de distribution. Étant donné que ces grandes structures formalisées n'ont pas la capacité d'atteindre le consommateur final, le secteur informel est là pour les compléter et leur permettre d'être plus proches de leur client. De l'avis des opérateurs de téléphonie, le secteur informel des TIC constitue un réseau indispensable qui ne doit pas disparaître et doit mieux s'organiser

pour être plus efficace. Plus le secteur informel est efficace plus les réseaux de téléphonie accroîtront leur clientèle, car grâce à ce secteur le client est plus proche du produit.

Certains opérateurs interrogés vont jusqu'à dire que l'avenir du secteur informel des TIC est étroitement lié à l'avenir des sociétés de téléphonie mobile et que tant que ces dernières évolueront le secteur informel des TIC évoluera. Il y aura donc toujours de l'activité pour les agents du secteur informel des TIC.

Par contre, certains promoteurs du secteur formel qui sont dans la vente d'équipement, de portable et d'accessoire informatiques pensent que le secteur informel constitue un concurrent de taille.

#### **8.1.18 Perception des acteurs sur les caractéristiques des activités (évolution des acteurs, concurrence, évolution des activités, etc.)**

L'appréhension de la dynamique du secteur passe par l'analyse de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs. Ces indicateurs sont essentiellement le chiffre d'affaires, la marge bénéficiaire, le nombre de clients, la quantité des inputs, les prix des produits et services et le nombre des entrées. Il s'agit de voir si au cours des douze derniers mois, le promoteur a constaté une évolution de ces indicateurs.

En ce qui concerne l'évolution de la marge bénéficiaire, le pourcentage de promoteurs ayant affirmé avoir constaté une hausse de la marge bénéficiaire au cours des douze derniers mois au BURKINA FASO est de seulement 25% contre 34% au SENEGAL et 48% au CAMEROUN. Les autres promoteurs estimant que leur marge bénéficiaire est restée stable et dans certains cas le bénéfice a même baissé.

Pour ce qui est du chiffre d'affaires, ce pourcentage est de 22% pour le BURKINA FASO, 30% pour le SENEGAL et 45% pour le CAMEROUN. Quant à la hausse de la quantité des inputs, 25% estiment avoir constaté une hausse au BURKINA FASO, 31% au SENEGAL et 37% au CAMEROUN. Cette tendance est la même pour ce qui est de l'évolution de la clientèle (30% en moyenne des acteurs dans les trois pays) et pour l'évolution des prix des produits et services. Toutefois au niveau de l'évolution des prix seulement 15% en moyenne des acteurs ont constaté une évolution de leurs prix.

Le constat est que d'une manière générale le secteur semble plus dynamique au CAMEROUN et au SENEGAL qu'au BURKINA FASO du point de vue des enquêtés.

Toutefois, une partie des écarts entre les pays peut être imputée au fait que les chiffres sont calculés sur la base des perceptions des acteurs.

Quant aux facteurs explicatifs de ces dynamiques, ces facteurs varient souvent d'un pays à un autre. Mais d'une manière générale, il ressort par exemple que pour ce qui est de la dynamique du chiffre d'affaires, du point de vue de la majorité des promoteurs, que c'est la forte concurrence et le faible pouvoir d'achat des consommateurs qui sont à l'origine du mouvement de leur chiffre d'affaires et cela dans les trois pays de la zone d'étude. Une analyse plus poussée montre que le mouvement du chiffre d'affaires est fortement lié à la zone géographique. En effet, le chiffre d'affaires paraît plus volatile en milieu rural qu'en milieu urbain. Cependant, au CAMEROUN, l'évolution de la marge bénéficiaire et de la clientèle semble significativement liée au domaine d'activité. Le sous-secteur des télécommunications est le secteur où les gens ont le plus observé un accroissement. Par contre, au BURKINA FASO et au SENEGAL, une telle liaison n'est pas statistiquement significative, toutefois le croisement montre que le sous-secteur des télécommunications vient quand même en tête suivi du sous-secteur de l'informatique.

Cette suprématie du sous-secteur informel des télécommunications sur les autres sous-secteurs est due à la dynamique globale du secteur des télécommunications qui est le sous-secteur qui a connu l'essor le plus important dans les économies africaines comme cela a été illustré plus haut.

Le faible pourcentage du nombre de promoteurs ayant constaté une hausse des prix des produits et services s'explique en partie par la nature des TIC de façon générale. Les prix de ces technologies ont une tendance à la baisse même dans le secteur formel. L'illustration la plus frappante porte sur les prix des produits comme les téléphones portables et les ordinateurs.

### **8.1.19      *Marché et concurrence***

La concurrence entre les acteurs est surtout un facteur qui peut expliquer la dynamique du secteur. Il s'agit dans cette section d'analyser d'une part l'origine de la concurrence et d'autre part les stratégies adoptées par les acteurs pour faire face à une telle concurrence.

- Le marché de la concurrence dans le secteur des TIC

	BURKINA FASO	CAMEROUN	SENEGAL
--	--------------	----------	---------

Marché interne TIC Informel	92%	88%	86%
Marché interne TIC formel	7%	7%	6%
Marché externe	1%	5%	8%

**Source:** établi à partir des enquêtes sur le secteur informel des TIC au Burkina, CAMEROUN et SENEGAL, projet TIC INFOR AFRIQ, financement CRDI, Yam Pukri, 2010 BURKINA FASO

Le tableau montre que la concurrence est surtout interne au secteur informel des TIC et cela confirme l'hypothèse de la primauté de la complémentarité sur la concurrence dans l'analyse des relations entre promoteurs informels et formels.

Les acteurs vont donc adopter des stratégies pour faire face à cette concurrence et ainsi augmenter ou conserver leur part de marché.

De l'enquête, il ressort que la solution la plus préconisée en matière de réponse à la concurrence est la qualité des produits et des services pour ce qui concerne le Burkina et le SENEGAL. Cette qualité annoncée renferme aussi bien la rapidité que le caractère raisonnable des prix, et les produits proposés (des consommables qui ne sont pas « chinois » pour certains promoteurs...). Comme illustration, M. D. du SENEGAL déclare : « Ma stratégie est la qualité, et les très bons prix car ça fait sa propre publicité. Même tous les nouveaux clients s'adressent à moi en disant « il paraît que c'est toi qui vends des produits originaux, il paraît que tu ne trompes personne... ». Ceci t'encourage davantage, de plus je teste tous mes produits, personne ne m'a amené à la police parce que je lui aurais vendu un produit défectueux, c'est pourquoi, ce n'est pas la peine de faire de la publicité, les gens te feront la publicité eux-mêmes, c'est encore mieux que la publicité de la radio. Si tu vends de la qualité, les gens viendront. La preuve, les gens de l'université [Université Gaston Berger] viennent ici [il en cite beaucoup]. »

À la différence du BURKINA FASO et du SENEGAL, au CAMEROUN, la stratégie la plus utilisée est la pratique des prix bas. Pour eux, ce sont les prix bas qui permettent d'avoir et de maintenir sa clientèle. La qualité des produits ou des services viennent ensuite. La presque totalité des clients du secteur informel des TIC étant constituée de ménages, la souplesse dans le paiement des prestations est une politique adoptée par les promoteurs pour capter des clients.

Du point de vue de ces acteurs, le pouvoir d'achat des CAMEROUNAIS étant bas, le prix est le principal facteur conditionnant leurs achats. Les femmes comme les hommes promoteurs se comportent de la même façon quant à la stratégie d'occupation du marché.

On constate, par ailleurs, qu'il y a un point de vue convergent des acteurs de l'informel qui ont une exposition bien visible, fixe, et qui paye des impôts et la patente, quant à leurs positions sur la « concurrence déloyale » des « ambulants ».

L'Etat qui « ne fait aucun effort » par exemple pour empêcher que les cartes soient vendues dans la rue, comme cela est arrivé l'autre jour à un blanc qui a acheté une carte déjà utilisée, le rapporte un enquêté au SENEGAL, serait un des deux grands responsables. L'autre grand responsable serait les opérateurs, principalement la SONATEL qui serait coupable, qui ne verrait que son profit en vendant à n'importe qui. Selon ces promoteurs ayant un lieu fixe et payant certains impôts et taxes, « le soutien dont le secteur a besoin, c'est d'être réglementé, empêcher que des cartes soient vendues dans la rue, car selon eux, les ambulants font une concurrence déloyale, ils ne payent pas de location, ils ne payent aucune taxe, ils fuient même la patente.»

Une autre solution préconisée face à la concurrence est la « diversification » de l'offre qui apparaît comme une tendance assez généralement observée, à deux niveaux au moins. Il est très rare de voir un promoteur des TIC dans l'informel se contenter de proposer seulement un type de produit. Le premier niveau de diversification est interne et concerne l'élargissement de l'offre de services à l'intérieur des TIC, à l'instar des vendeurs d'appareils téléphone qui proposent aussi des cartes mémoire, des appareils de photo numérique, etc. Le deuxième niveau est relatif à un élargissement vers des produits qui sortent du cadre des TIC, comme la vente concomitante de tissus, de produits de papeterie ou autres, à côté des produits TIC.

Cette diversification, à notre sens, peut se poser aussi bien comme une réponse à la concurrence en tant que telle, que comme un signe de la montée de l'échelle d'activité du promoteur qui atteint ainsi un niveau supérieur de son activité dont il repousse les limites, au-delà même de la concurrence en soi.

Une autre stratégie pour faire face à la forte concurrence est le recours à la publicité. Le principal canal publicitaire est l'usage des panneaux publicitaires.

Toutefois, l'appréciation de la concurrence en fonction du domaine d'activité montre des résultats différents selon les pays. En effet, pendant qu'au CAMEROUN c'est le sous-

secteur de l'audiovisuel numérique qui est le sous-secteur où la forte concurrence est le plus ressentie, au Burkina c'est le domaine informatique et au SENEGAL c'est celui des télécommunications.

### **8.1.20 Potentiel socio-économique**

L'appréciation des performances économiques et sociales du secteur informel des TIC passe par l'analyse de son potentiel de création d'emplois, son potentiel de création de richesse et sa contribution au produit intérieur brut

#### **8.1.20.1 Caractéristiques des emplois dans le secteur informel des TIC**

Les caractéristiques de l'emploi dans les différents pays sont plus ou moins semblables : une dominance de l'auto emploi avec une taille moyenne de moins de 2 personnes par unité de production, une disparité aussi bien des revenus que de la représentativité des acteurs suivant le sexe.

En effet, il existe des disparités entre la représentativité des femmes et des hommes quelque soit le pays considéré. Ainsi, remarque-t-on que dans tous les pays, il y a plus d'hommes que de femmes dans le secteur informel TIC avec des différences plus ou moins grandes. Le SENEGAL et le BURKINA FASO sont en tête avec respectivement 83,09% et 71% d'hommes contre seulement 54% au CAMEROUN. Ce constat fait du sous-secteur informel des TIC un secteur informel spécifiquement masculin.

Cela s'expliquerait plus par la nature des activités dans le domaine des TIC. En effet dans le secteur informel en général, les femmes exercent des activités qui s'apparentent aux activités domestiques (quand elles sont responsables de l'activité) telles que la restauration, la vente de boisson alcoolisée ou non, la vente de bois de chauffe, etc. Quand elles sont employées, elles servent comme vendeuses, lorsque l'activité est suffisamment développée et/ou nécessite la présence d'une personne au moins de façon permanente. C'est ce qui explique sans doute la forte représentativité des femmes au niveau des télécommunications, notamment dans les télécentres. Par ailleurs, la bonne présence des femmes dans le SITIC au CAMEROUN confirme cette situation. En effet dans ce pays, les activités sont surtout concentrées autour des call-box, activités qui sont similaires aux télécentres.

Au-delà de ce constat, la question de la stabilité et de la gestion des salariés dans ce sous-secteur est une question de grand intérêt.

En effet, on remarque que dans les différents pays, on a une complémentarité entre d'une part les salariés permanents et les salariés intermittents, et d'autre part un mode de paiement des salaires qui évolue selon que l'employé est bénévole, salarié, ou payé à la tâche en nature ou en numéraire. On constate qu'au BURKINA FASO, 41% des employés perçoivent un salaire fixe contre 21% qui n'en perçoivent pas. Au CAMEROUN ces mêmes caractéristiques sont constatées avec des différences importantes toutefois, 51% de salaires fixe alors qu'au SENEGAL cette proportion est de 49% approximativement.

En outre, il existe des disparités aussi bien entre les pays en termes de rémunération que dans chaque pays selon le sexe de l'employé. Au SENEGAL, le revenu moyen est de 69 866 FCFA alors qu'il est respectivement de 39 665 et 22 067 FCFA au CAMEROUN et au BURKINA FASO respectivement. Ces rémunérations indiquent qu'en moyenne, les salariés du sous-secteur informel des TIC ont une rémunération supérieure au SMIG en dehors du cas du BURKINA FASO où le SMIG est de 30 000 FCFA. Par ailleurs, il ressort des résultats que les hommes sont mieux traités que les femmes. Cette injustice est plus accentuée au BURKINA FASO où les femmes ont une rémunération moyenne de 13 840 FCFA qui équivaut à moins de la moitié (28 045 FCFA) de celle de leurs collègues de sexe masculin. Au CAMEROUN, avec des degrés différents, ce constat est également de mise avec une rémunération moyenne de 43850 FCFA pour les hommes contre une rémunération moyenne de 33 420 FCFA pour les femmes du sous-secteur.

Même si les conditions de travail sont précaires pour le cas du BURKINA FASO, il faut néanmoins reconnaître que le secteur informel des TIC contribue fortement à la réduction du chômage dans ces pays. Ce point de vue est d'ailleurs corroboré par les responsables politiques selon qui, « le secteur informel est un secteur qui permet à l'état de juguler un tant soit peu le problème de l'emploi dans notre pays. Grâce à ce secteur de nombreuses personnes arrivent à s'auto employer et même à créer des emplois pour d'autres personnes. C'est un secteur formateur, car contribue grandement à la formation professionnelle même s'il n'est pas reconnu par un diplôme, du fait que les acteurs apprennent comme apprentis et à la longue arrivent aussi à créer leur entreprise. », Rapport de Recherche BURKINA FASO 2010.

Création de richesse du secteur informel des TIC : Chiffre d'affaires, valeur ajoutée et productivité du travail

Le potentiel de production (chiffre d'affaires global) de notre échantillon (1000 acteurs) est de 4 094 904 000 pour le cas du BURKINA FASO et de 6 989 760 000 FCFA pour

le cas du CAMEROUN. Nous n'avons pas fait d'extrapolation dans la mesure où la clé de sondage n'est pas connue pour les autres pays.

Par ailleurs, les statistiques montrent que le chiffre d'affaires moyen mensuel varie de 341 242 FCFA (BURKINA FASO) à 582 480 FCFA (CAMEROUN). Ce chiffre d'affaires est essentiellement composé des produits à commercialiser, 87% pour le cas du BURKINA FASO contre 53% pour le CAMEROUN.

En déduisant du chiffre d'affaires, la valeur des charges de consommation intermédiaire (matières premières, produits pour revente, loyer, eau, gaz, électricité, téléphone, accès internet, combustible, carburant, éclairage, petit outillage, transport, assurance, entretien et maintenance, etc), l'on calcule ainsi la valeur ajoutée. Cette valeur ajoutée diffère selon les pays. Du BURKINA FASO au CAMEROUN, le rapport de proportionnalité est de plus de deux, soit 199 970 FCFA contre 221 969 FCFA. Toutefois, cette valeur ajoutée n'a pas de signification particulière dans la mesure où les produits vendus sont surtout vendus en l'état sans modification. Le terme approprié serait donc bénéfice financier car pour ce qui concerne les produits, ils sont quasi inexistant.

## Graphique

Réputé havre de fraude fiscale, le secteur informel a fait l'objet de beaucoup d'analyses sous cet angle. De SOTO est celui qui en 1987 va soutenir que le secteur informel est la conséquence de la pression fiscale. En d'autres termes, ce serait pour fuir cette pression fiscale que les acteurs se réfugient dans le secteur informel pour ne pas avoir à payer les impôts.

Aujourd'hui beaucoup de pays ont procédé à des réformes fiscales pour l'adapter dans une certaine mesure aux besoins de l'environnement. C'est ainsi qu'au BURKINA FASO la contribution du secteur informel est née il y a près d'une décennie. Aujourd'hui, un numéro IFU (numéro d'identification unique) propre au secteur informel est également créé. Ces différentes réformes fiscales dans les différents pays ont amené les différents Etats à accroître le taux de paiement des taxes. Il ressort néanmoins dans notre enquête que les impôts représentent moins de 2% des charges d'exploitation au BURKINA FASO et au CAMEROUN, alors qu'au SENEGAL les impôts représentent 8,3%.

Avec l'entrée en vigueur des TEC, les différents pays de l'UEMOA sont confrontés à une baisse des droits de porte. Ainsi, ils sont tenus d'accroître les fiscalités intérieures, donc l'assiette fiscale. Sur cet angle, le secteur informel en général et celui des TIC peuvent constituer une solution pourvue que les acteurs du secteur ne subissent pas de plein fouet les effets de cette modification de l'environnement fiscal. En fait au lieu d'une répression fiscale, il faudrait plutôt créer des éléments d'incitation qui donneraient une vision d'existence d'une contrepartie aux impôts et taxes payés.

### 8.1.20.2 Productivité

La productivité du travail est la production par unité de temps ouvré. Elle se calcule par le rapport valeur ajoutée (ici bénéfice financier) sur temps de travail. Le temps de travail dans le secteur informel des TIC est supérieur au temps de travail dans le secteur formel. En effet, l'acteur du sous-secteur informel des TIC Burkinabè travaille 15 heures en moyenne par jour alors que son homologue dans le formel ne travaille que 8 heures. Cette situation est également la même au SENEGAL et au CAMEROUN où les acteurs du sous-secteur informel travaillent en moyenne 13 heures par jour dans les deux pays.

Cette productivité du travail est ainsi de 340 FCFA pour le BURKINA FASO et de 765 FCFA pour une heure de travail au CAMEROUN, soit plus de 2 fois la productivité du travail du BURKINA FASO. Ces disparités s'expliqueraient par le potentiel économique du pays concerné, mais également par le niveau d'instruction.

**Tableau n°4. La productivité du SITIC dans les pays étudiés**

	BURKINA FASO		CAMEROUN		SENEGAL	
	Mensuel	Journalier	Mensuel	Journalier	Mensuel	Journalier
Nombre Heures de travail (heures)	326,00	14,82	284,00	12,91	290,00	13,18
Valeur ajoutée ou Bénéfice financier	109970		221969			
Productivité du travail (FCFA)	340		765,41		NP	

**Source:** établi à partir des enquêtes sur le secteur informel des TIC au Burkina, CAMEROUN et SENEGAL, projet TIC INFOR AFRIQ, financement CRDI, Yam Pukri, 2010 BURKINA FASO

Comparativement au SMG, la productivité du secteur informel est plus élevée, 335 FCFA contre 170 FCFA pour le cas du BURKINA FASO. Toutefois, cette productivité

basée sur la moyenne arithmétique n'est pas un bon indicateur, car cette dernière ne rend pas compte des disparités que cache le secteur informel.

### **8.1.20.3** *Secteur informel des TIC et les disparités de potentiel*

Le secteur informel se caractérise par des disparités assez importantes sur le potentiel de production, ce qui induit nécessairement des disparités au niveau de la distribution des revenus. Cette disparité rend l'analyse basée sur la moyenne peu significative, ce qui à nous conduit à considérer d'autres indicateurs comme les quantiles.

À titre d'exemple, l'analyse du cas du BURKINA FASO montre que la moitié des acteurs réalisent un chiffre d'affaires d'au plus 147 635 FCFA, alors que la moyenne de cet indicateur est de 341 242 FCFA. Par ailleurs, les 20% des acteurs ayant le chiffre d'affaires le plus bas réalisent un montant maximum de 9080 FCFA, alors que les quintiles supérieurs sont de 500 000 FCFA. Autrement dit, les 20% des chiffres d'affaires les plus élevés sont au minimum de 500 000 FCFA.

L'étendue de l'intervalle inter-quintile (500 000-9080) montre la forte dispersion des acteurs en termes de chiffre d'affaires. Cela se traduit également par une médiane assez problématique 1 672560 FCFA, c'est-à-dire que la somme des chiffres d'affaires inférieurs à ce montant (95% des acteurs) est égale à la somme des chiffres d'affaires supérieurs. En d'autres termes, la somme des chiffres d'affaires des 95% des acteurs possédant les chiffres d'affaires les plus bas est égale à la somme des chiffres d'affaires des 5% des acteurs restants.

Ces fortes disparités traduisent la différence de capital de départ, le niveau d'instruction et également l'échelle des activités. En effet, les données nous montrent qu'aussi bien le chiffre d'affaires que le revenu sont liés positivement au niveau d'instruction. Ce résultat confirme le fait que l'école est un facteur de valorisation des actifs et cela aussi dans le secteur informel en général (enquête 1, 2, 3) que dans le sous-secteur informel des TIC.

L'étude sur le secteur informel des TIC au BURKINA FASO, au CAMEROUN et au SENEGAL a permis de comprendre comment le SITIC fonctionne, comment il se développe et quelles sont sa dynamique et sa contribution au développement économique et social.

Si les objectifs de cette étude ont été modestes par prudence, on peut dire que les résultats atteints ont dépassé les espérances et que cela augure de nouvelles pistes de réflexion.

Les hypothèses classiques que l'on avait sur le secteur informel des TIC ont été battues en brèche :

Un univers de l'informel dominé par les hommes et non par les femmes comme il en est d'habitude

Les observations sur le SITIC ont montré que les femmes sont très peu présentes dans le SITIC contrairement au secteur informel général.

Les femmes qui interviennent dans le SITIC sont confinées aux métiers de télécommunications les plus basiques comme le CALL BOX au CAMEROUN et les télécentres au BURKINA FASO et au SENEGAL.

Un sous-secteur de l'informel envahi par les intellectuels contrairement au secteur informel en général qui est le lot des « ratés » et des analphabètes.

Cette poussée des personnes instruites dans le SITIC montre bien l'importance du phénomène et le rôle qu'il joue dans le marché de l'emploi. Le SITIC est vu comme une opportunité pour les personnes instruites qui n'hésitent donc pas à y faire carrière et à y tenter leurs chances.

Une formation sur le tas même dans les domaines techniques

La formation sur le tas semble être la règle dans le SITIC. Les promoteurs qui y exercent un quelconque métier ne proviennent pas souvent d'un lycée technique ou d'une école d'ingénieurs, mais elles ont le profil d'enseignement général et pour le reste, ils ont appris à travailler en imitant ou se formant sur le tas.

Ce processus d'apprentissage dans des domaines qui requièrent une connaissance technique paraît atypique en ce sens que ces promoteurs n'ont pas attendu des mois ou des années de théorie avant de passer à l'action.

Nous ne nous sommes pas appesantis sur le fait de savoir si le degré de maîtrise de la technique était optimale, mais, il se dégage un certain rendement positif pour le travail qu'ils font.

Une contribution non négligeable à l'économie nationale

Le SITIC, malgré les difficultés soulignées dans le rapport contribue grandement à l'économie des pays. Il constitue d'une part un appendice des grandes sociétés TIC comme les opérateurs de télécommunications qui se passent donc de la fonction de distribution (ventes de cartes de recharges notamment, vente de puces...) pour se cantonner à la fonction de production.

#### La flexibilité ou le maître mot du SITIC

La flexibilité du sous-secteur échappe parfois au contrôle du Régulateur et leur complicité avec les sociétés dites formelles lamine la frontière entre le formel et l'informel. On a par exemple remarqué que les nombreuses injonctions des régulateurs pour le contrôle des puces téléphoniques n'ont pas porté leur fruit et on continue de vendre des puces dans la rue. On peut alors se demander qui les approvisionne et pourquoi les laisse-t-on vendre les puces dans la rue librement ? On n'a par exemple jamais entendu dire qu'un opérateur a été condamné parce que ces puces se vendaient sans contrôle.

#### La femme dans les SITIC, pour une meilleure implication

On pourrait se demander pourquoi les femmes sont en reste dans le SITIC contrairement au métier de l'informel où elles sont les plus dominantes. Plusieurs hypothèses sont avancées la suite des travaux du réseau genre et tic qui a montré que la femme avait un tiers de chance dans le secteur des TIC par rapport aux hommes.

Les hypothèses les plus vraisemblables sont contestables et nous voyons que la situation est différente selon les pays. Au BURKINA FASO, la vente des cartes de recharge est dominée par des jeunes garçons, au CAMEROUN, les Call box sont le business des femmes. Au SENEGAL, ce sont dans les télécentres que l'on voit le plus souvent les femmes.

Peut-on dire que c'est parce que la vente des cartes de recharge est plus difficile que les autres activités ou simplement parce que les femmes trouvent que ce n'est pas un métier rémunérateur ? En questionnant certains vendeurs, ils trouvent leur travail fatigant et très risqué, d'où la désertion des femmes. En y réfléchissant bien, ce travail n'est pas plus fatigant et plus dangereux que celui de vendeuse de fruits ambulante, mais une des seules contraintes serait pour le cas du Burkina la barrière financière. Le capital pour vendre des fruits équivaut au prix d'achat d'une seule carte de recharge alors que les jeunes garçons en possèdent parfois une vingtaine. L'accès au capital semble être un

handicap pour les activités TIC des femmes dans les télécommunications. Au niveau des télécentres ou des cybercafés, elles sont employées et non-propriétaires ;

En revanche, au CAMEROUN, les femmes ont pu domestiquer ce secteur de recharges de crédits de télécommunications.

Secteur fragile et volatile ?

Le SITIC est un domaine où la flexibilité et la volatilité sont de rigueur. Il suffit qu'un opérateur de téléphonie ferme ses portes ou que son réseau soit perturbé pour que tous les acteurs dans la sphère en ressentent les effets. C'est ce que nous avons vu au Burkina avec la fermeture temporaire du réseau TELECEL qui a laissé les vendeurs de cartes dans l'embarras, parce que ne pouvant plus écouler leurs stocks.

Au BURKINA FASO et au SENEGAL, l'opérateur historique avait institué des normes pour l'ouverture des télécentres et dans ces normes, il était institué une certaine distance à respecter entre les télécentres. Ce point n'a pas pu être respecté et on voyait souvent des télécentres de jour au lendemain ouvrir ou fermer selon les opportunités. Les CALL BOX au CAMEROUN ont montré également que le SITIC est très volatile du moment où le promoteur se déplace avec son entreprise et peut changer de lieux très rapidement selon les situations (traque de Police pour occupation illégale des lieux, manque d'opportunités dans un lieu donné ou attractivité occasionnelle d'un événement qui draine du monde...).

Repenser le secteur informel des TIC en Afrique ? À la recherche d'une nouvelle dénomination pour caractériser le sous-secteur.

La façon dont le SITIC, se déploie, fonctionne et évolue nous amène à nous interroger sur des formes de dénomination pour mieux caractériser le sous-secteur.

Dans la pratique, il se dégage une nouvelle économie qualifiée d'informelle, mais que l'on pourrait assimiler à une forme d'économie émergente comparable au modèle asiatique, mais à une autre échelle et fonctionnant avec d'autres règles. En effet, peut-on continuer à appeler informel un système qui est général et est accepté par tous ?, N'est-il pas mieux de trouver une autre dénomination plus marketing afin de mieux canaliser ce sous-secteur et leur donner plus de poids et d'espoirs ?



## **9 Méthode d'approche de Yam Pukri dans l'accompagnement des organisations dans le domaine des TIC : Yam infotech**

La stratégie d'approche de Yam Pukri s'est affinée dans le temps et a été forgée par la pratique. Sur le plan conceptuel, Yam Pukri pense que les TIC représentent des outils et des moyens pour faciliter le travail des organisations dans le domaine du développement. Les nouvelles technologies ne sont ni une panacée, ni une fin pour les organisations.

La problématique du transfert de technologie en faveur du monde rural a connu ses moments de gloires dans les années 1960 où on pensait que les paquets technologiques pourraient faire croître les rendements agricoles. Malgré des décennies de pratique, on s'est rendu à l'évidence que l'on a oublié l'acteur clé qui est l'homme qui doit appliquer ces paquets. La plupart des démarches ont donc commencé à s'intéresser à cet acteur clé qu'est le paysan. On a donc mis cet agent au rang de partenaire et non de simple bénéficiaire. Les saveurs traditionnelles ont été également pris en compte dans les stratégies de développement.

### **9.1 La démarche de yam pukri**

L'approche Yam Pukri essaie donc, au vu des échecs du passé dans le domaine des transferts de technologies de construire une méthode propre que l'on pourrait appeler yam Infotech construite à partir des étapes suivantes :

1. Une bonne compréhension de la problématique de terrain.
2. Une analyse de la situation et des choix possibles
3. Le montage du projet
4. Sa mise en œuvre
5. Son évaluation

Pour une organisation s'intéressant à la problématique des TIC, les organisations sont souvent emballées pour avoir des équipements informatiques, signes de modernité et oublient le plus souvent à quoi ces équipements pourraient servir, le type d'usage, d'informations qui devraient transiter sur ces équipements est insuffisamment analysé.

Cette approche passe donc par des rencontres d'informations sur les TIC afin que l'on puisse approfondir leur compréhension de ce domaine qui dépasse le simple matériel. Ensuite, la situation de l'organisation est analysée avec les outils classiques comme l'arbre à problèmes ou le cadre logique afin de mieux cerner la problématique de la communication et de l'information dans l'organisation. L'analyse SWOT permet d'appréhender l'environnement interne et externe de l'organisation en relation avec l'information de l'organisation.

A la fin du processus, il peut se dessiner un schéma de système d'Information plus ou moins élaboré de l'organisation.

## **9.2 L'analyse des choix possibles**

L'analyse des choix essaie à partir de l'existant du système d'information trouvé de voir quel est le modèle adéquat pour l'organisation. Pour cela, le niveau de compréhension des acteurs, les moyens matériels et humains dont ils disposent, l'environnement géographique de l'organisation ainsi que les moyens financiers détenus par l'organisation doivent être analysés afin d'avoir une situation d'équilibre en terme de formation, d'équipement et de volume d'usage.

Il sera possible de faire une échelle de gradation pour apprécier la situation présente et la situation désirée.

Il y a une différence la possession de matériel informatique dans une organisation et son utilisation dans le cadre d'un système d'information pensé et réfléchi.

Le système d'information outrepassé l'aspect matériel pour prendre en compte l'ensemble des flux d'informations qui circulent dans l'organisation (interne, externe, ) ainsi que les canaux utilisés pour une meilleure efficacité (SMS, téléphone mobile, internet, messagerie électronique, radio, bulletin papiers, forums électroniques...) la fréquence d'utilisation de tous ces outils devraient être analysée en les insérant bien sur dans des projets concrets que l'organisation gère.

Il prend également en compte les aspects de sécurité du système. La sécurité intègre les aspects physiques (local informatique, salle serveur, gardiennage, dispositif anti incendie...) ainsi que logiciels (systèmes d'exploitation utilisés, logiciels d'application, gestion de mots de passe, licences des logiciels, antivirus...).

Un élément important de ce dispositif est l'existence d'un schéma de sauvegarde de données, de stockage et de recherche d'informations numériques dans l'organisation on peut le calquer à la gestion d'une bibliothèque physique.

De nos jours, il est très fréquent qu'un ordinateur portable volé comporte un lot d'information de l'organisation. Une personne qui quitte l'organisation part également avec sa boîte électronique personnelle qui renferme des informations essentielles pour son organisation.

L'existence d'un système d'information fiable permet de solutionner à tous ces aléas qui sont très dommageable pour la survie de l'organisation.

### 9.3 Typologie SI

Typologie des SI des organisations appliquées aux organisations paysannes

Modèles	Descriptions
Modèle 0.	Cas d'une organisation n'utilisant pas les TIC dans son fonctionnement. Ce cas est très rare de nos jours. Utilisation de supports papiers
Modèle N°1	Cas d'une organisation utilisant le téléphone fixe et le téléphone mobile dans son fonctionnement. Utilisation de supports papiers
Modèle N°2	Cas d'une organisation utilisant le téléphone fixe, le téléphone mobile ainsi qu'un ordinateur non connecté à l'Internet Utilisation de produits numériques et de supports papiers
Modèle N°3	Utilisation d'un téléphone, , mobile GSM , ordinateur connecté à l'Internet Utilisation de produits numériques et de supports papiers Existence d'un site web/bulletin numérique
Modèle N04	Modèle 3 plus  Un réseau (intranet) Un système de messagerie interne propre Un système de sauvegarde de données Un site web

Modèle N°5	<p>Modèle 4 plus</p> <p>Utilisation d'outils internes propres (progiciels)</p> <p>ERP (bases de données) ou système de gestion intégrée de l'information : gestion de stock, paie, matériel personnel, commercialisation...)</p> <p>Sécurité informatique</p>
Modèle 6	<p>Modèle 5 plus</p> <p>Un schéma de système d'information écrit ; disponible et évolutif</p>

### Typologie de la formation

Niveau formation	Description
Niveau 0	Formation sur le tas
Niveau 1	Formation de base
Niveau 2	+ approfondissement + multimédia + WEB 2.0
Niveau 3	+ aspects théoriques SI + spécialité (e-commerce, FOAD, gestion de stock...)
Niveau 4	+ recyclage annuel et possibilité de s'inscrire sur des modules donnés pour approfondissement
Niveau 5	+ formation de formateurs. Les ressources de l'organisation sont sollicitées pour d'autres formations

## 9.4 Le montage du projet

Une fois que l'on situe l'organisation sur une échelle donnée, elle doit essayer de voir vers quel niveau il veut évoluer. A partir de cela, il est possible de faire des scénarios

pour analyser les aspects du projet qui tiendront compte des moyens dont on dispose (financiers, matériel, humains).

Le plus souvent, le renforcement de capacités est une des premières activités à prendre en place afin de préparer l'arrivée d'éventuels outils (ordinateurs, logiciels...)

Les analyses classiques en termes de rentabilité économiques et financières sont analysées à ce niveau.

## **9.5 La mise en œuvre**

Dans la mise en œuvre d'un projet Si dans le monde rural, l'accent doit être mis sur le transfert de compétences et l'utilisation optimale des ressources locales. Il est en effet difficile de commander du matériel en Europe à partir de localités éloignées. L'utilisation de sources d'énergies renouvelables comme le soleil pour produire de l'électricité est à encourager. L'esprit d'innovation, la flexibilité et la débrouillardise seraient le lot commun des gestionnaires du projet qui ne devraient pas croiser leur bras.

## **9.6 L'évaluation**

Comme la plupart des projets, l'évaluation est une étape très importante. Elle permettra de voir, en fonction des objectifs de départ où on en est exactement. Le tableau de typologie simplifiée devra permettre de voir si l'organisation a changé d'échelle ou est devenue plus performante dans son échelle.

## **9.7 L'intérêt de l'approche participative**

Il est aujourd'hui très fréquent de trouver dans certaines organisations des SI mais, qui ne sont pas fonctionnels. La mise en place d'un SI fonctionnel fait perdre du pouvoir à certaines personnes dans l'organisation qui n'ont plus le monopole de l'information, du moins, à un certain niveau. Il faut donc que ces personnes acceptent de perdre ce pouvoir pour en gagner d'autres (plus de temps pour réfléchir à des choses plus importantes au lieu de passer du temps pour des tâches usuelles.)

La négociation avec les acteurs de l'organisation possédant chacun une parcelle d'information dans le but de l'usage en commun est un processus de longue haleine, mais, qu'il faudrait avoir à surmonter en passant par des exercices divers (jeu de

rôles...). On devrait mettre l'accent sur ce que chaque individu gagne quand le dispositif sera fonctionnel et réduire l'incidence de ce que chaque individu perd.

C'est pour cela que le développement du SI devra être progressif et échelonné afin que les acteurs apprécient eux même le changement et soient eux même demandeurs de changement pour que le système soit plus complet. On pourra donc dire qu'un bon SI est celui qui est très simple d'usage dans ses débuts et qui a l'adhésion de la majorité des personnes de l'organisation. Des exemples d'usage sont à développer afin que chacun y trouve un intérêt dans son usage.

Par exemple, la mise en place d'un serveur de partage de données ne va pas supprimer d'un coup l'utilisation de clés USB dans une organisation, mais, il suffira de partager la musique sur le système pour voir que son usage va augmenter et par la suite, chacun y trouvera naturelle de déposer ses propres fichiers et ainsi de suite.

## **10 L'écosystème des innovations et la position des incubateurs dans leur contribution au développement.**

D'une manière générale, si incubé veut dire couvrir, accompagner le projet d'une jeune personne jusqu'à l'éclosion de son produit ou d'un service, les premiers incubateurs sont les parents, ensuite, les écoles et universités, les entreprises et enfin les entreprises spécialisées dans la fonction d'incubation.

Les innovations ont plusieurs sources et sont parfois poussées par le besoin ou la nécessité, par la stimulation ou la compétition. Bon nombre de personnes pensent que les incubateurs, les fablabs et autres centres d'expérimentations et de débrouillardises sont les endroits où les innovations prennent racine alors que l'on essaie le plus souvent de valoriser des innovations que l'on a vu dans la rue, dans un atelier ou un autre endroit.

Les incubateurs par essence sont des endroits où on permet à de nouvelles idées d'émerger et on accompagne ces idées à prendre forme. On peut donc dire que toute entreprise, organisation ou service, écoles ou université est un incubateur en puissance du moment où ils accueillent des stagiaires ou des personnes en formation et les permettent de faire un chemin dans leurs projets.

Le fait d'afficher une fonction incubatrice pour son entreprise peut ne vouloir rien dire ; Si l'entreprise où l'organisation n'accueille pas en son sein (physiquement ou virtuellement) des personnes qu'elles assistent dans leurs projets d'entreprise ou idées d'activités ou d'action, cette organisation n'est pas un incubateur. On peut cependant faire la part des choses entre des entreprises orientées 100% pour l'incubation et certaines qui ont partiellement ou occasionnellement la fonction d'incubation.

L'expérience des incubateurs d'entreprise n'est pas trop concluante en réalité et on se demande si ce type d'entreprise fera long feu. La littérature sur le sujet montre que plus de 90% des projets ou entreprises incubées échouent<sup>7</sup> et ces jeunes entrepreneurs se rabattent comme travailleurs pour le compte d'autres sociétés ou recommencent à créer d'autres entreprises différentes de celles envisagées pendant l'incubation. Au SENEGAL des projets similaires de création d'entreprises par des jeunes ont également échoués.

---

<sup>7</sup> <http://1001startups.fr/chiffres-cles-startups-france/>

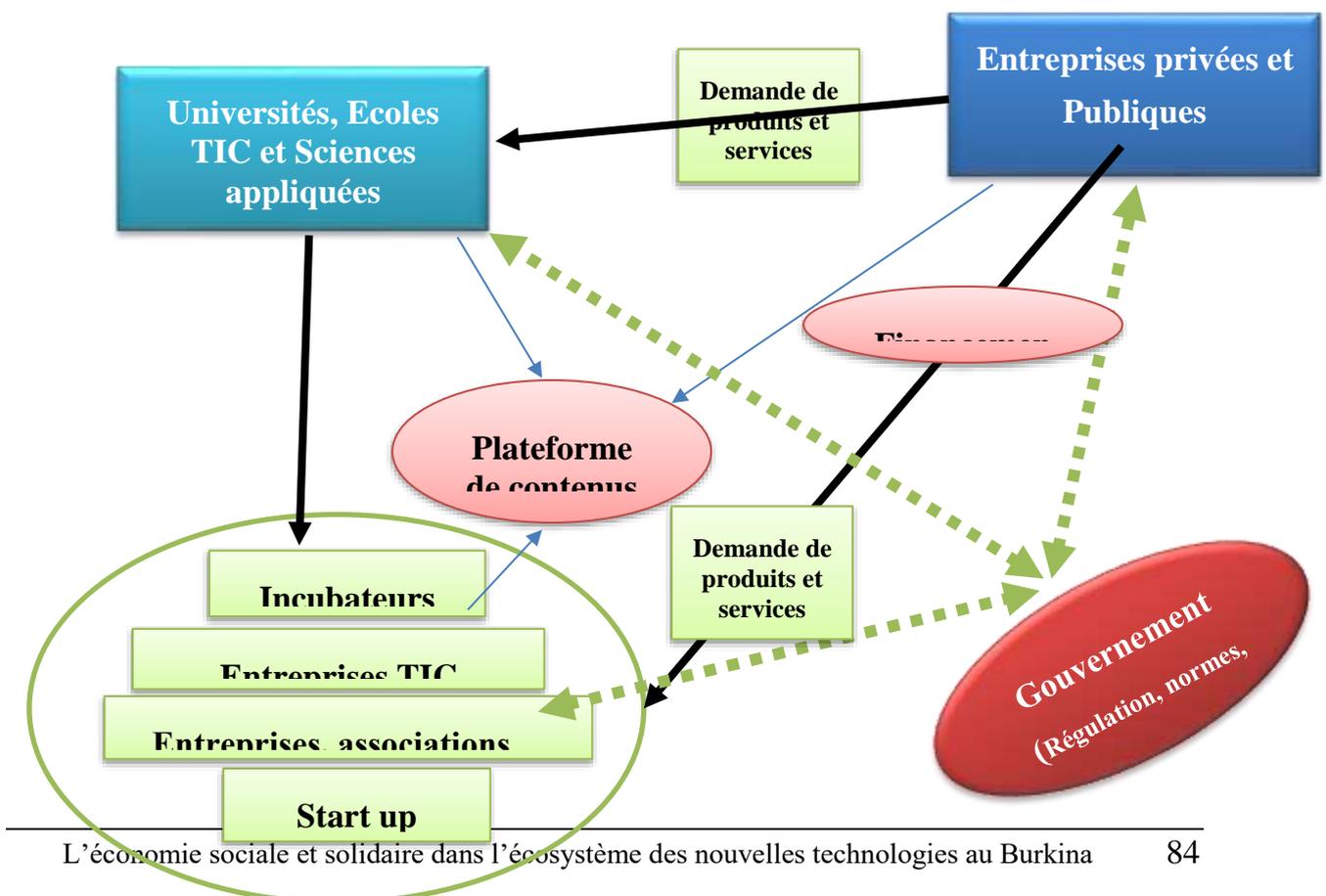
L'entreprise incubatrice est elle aussi dans le risque du moment où ces produits ne rencontrent pas du succès et elle est obligée de vendre d'autres biens et services pour survivre ; certaines entreprises vendent le service d'incubation et prennent part au capital de la nouvelle entreprise incubée.

On se demande parfois pourquoi malgré l'échec des incubateurs partout dans le monde, le phénomène continue. On peut avancer que les échecs fortifient et servent de leçons pour d'autres projets ou actions dans l'avenir et l'aspect enseignements et aussi important que l'aspect résultats des projets incubés, du moment où il se dégage une expérience et donc une accumulation de savoirs.

Vu la diversité des thèmes, on peut dire qu'il est difficile pour un incubateur d'accueillir toute type d'idées. Les incubateurs focalisés sur une thématique sont souvent plus percutants que les incubateurs généralistes

### 10.1 Le cercle vertueux de l'incubation.

Le schéma suivant donne un cercle idéal pour l'incubation.



On commence par des besoins exprimés par des entreprises, des individus ou par des services étatiques. Il est également possible de créer un besoin ou faux besoin pour commencer et espérer que cela va combler un vide dans l'avenir. C'est à ce niveau que nous pouvons accepter les idées les plus folles du moment où la rationalité ne semble pas primer ici. L'idée est d'approfondir par un étudiant dans le cadre de son travail de mémoire ou d'un exercice et peut aboutir à une mise en œuvre avec ou sans le soutien de l'organisation de départ. Il se peut que l'école ou l'université possède un centre d'incubation qui va accompagner l'étudiant jusqu'à la création de son entreprise ou que l'étudiant parte sur le marché pour chercher un incubateur qui va l'accompagner.

En cours de route, la pertinence de la solution pourra intéresser les bailleurs éventuels ou business Angels ou investisseur providentiel qui décident d'investir dans l'inconnu sur la simple base de la confiance placée dans le porteur de projets.

Sous nos climats, les plus grands détenteurs de capitaux étant des analphabètes ou moins instruits dans les TIC, il est très difficile de trouver de tels investisseurs, ce qui ne permet pas aux jeunes entreprises ou startup de continuer de fonctionner. La tentation est donc grande de rejoindre une entreprise ou la fonction publique.

La recherche du projet novateur plombe beaucoup de jeunes qui ont bossé à la lettre leurs leçons d'incubation. Dans la pratique, le produit ou le service que l'on met en œuvre va toucher une catégorie de clients. Il est rare de toucher 100% d'une clientèle. Le terrain est donc ouvert même si plusieurs personnes proposent des solutions similaires, les segmentations du marché vont se révéler dans la réalité ( le même produit et services pouvant avoir plusieurs variantes et les aspects organisationnels qui sont toujours différentes d'une entreprise à l'autre permettent à tout le monde d'avoir une chance de réussir.

Certains jeunes par peur de se faire voler leurs idées restent au stade idées, pensant qu'une autre personne est capable de mettre en œuvre ses idées, ce qui n'est pas possible à 100% même si c'était le cas, cette personne ne peut occuper 100% du marché et ce sera l'occasion d'être sur que l'on possède une idée géniale. Du moment où personne ne semble mettre mon idée en action, on doit commencer à se douter de sa pertinence.

Il est donc toujours bénéfique d'agir et de se partager les idées et les connaissances. On y gagne à chaque coup jusqu'aux erreurs de la première personne qui osera mettre mes idées en actions.

## 10.2 Le rôle du gouvernement dans le processus d'incubation

Il ne revient pas à l'Etat de créer des incubateurs ou de mettre en œuvre des projets d'incubateurs. On ne peut être juge et parti en même temps. Le gouvernement a un rôle d'accompagnement, de facilitation et de normalisation.

Par exemple, En aidant les écoles et université à ouvrir des centres d'incubations, l'Etat permet la démultiplication des innovations. En principe, chaque école ou université doit posséder son incubateur afin de préparer ses étudiants à entrer dans le monde de l'emploi par la grande porte.

L'accompagnement peut être technique, organisationnel ou financier ou encore une mise à dispositions de ressources humaines, de locaux ou de connexion Internet.

La facilitation est quand l'Etat donne aux incubateurs du travail ou des sujets à réfléchir d'une part et d'autre part si l'Etat aide l'incubateur à avoir des horizons hors du pays (voyage d'études, échanges, prospections...). l'Etat doit valoriser en priorité les produits et services réalisés par les incubateurs ou start up

La normalisation concerne un ensemble de règles que le gouvernement met en œuvre pour baliser le terrain par secteurs ou sous-secteurs.

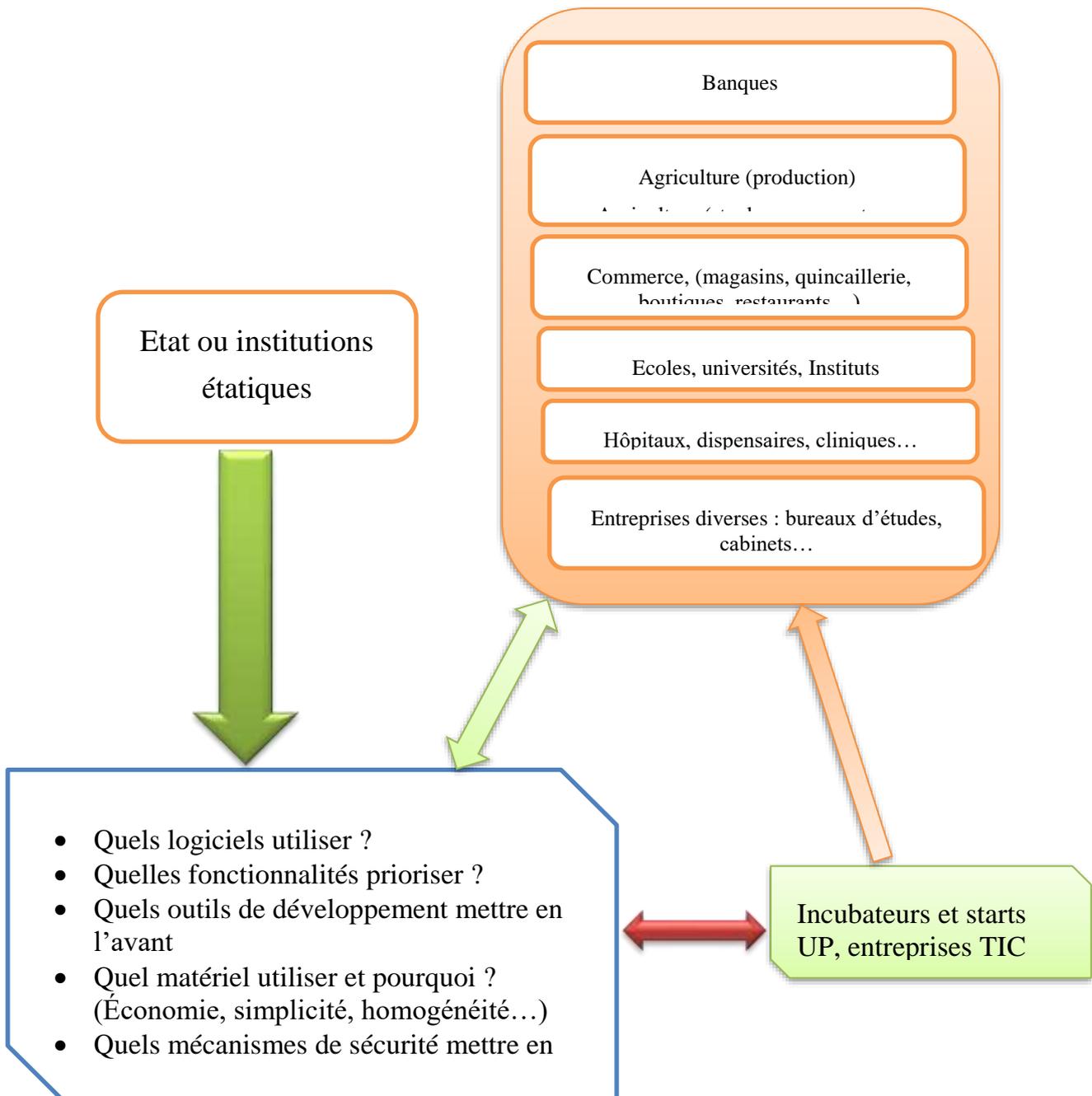
Par exemple, une personne voulant mettre en œuvre un projet de collèges ou d'école primaire doit avoir un ensemble de règles établies pour la création de la salle informatique (type de machines, nombre de personnes par machines, logiciels, programme de formation, énergie...). Par exemple, le gouvernement peut établir des normes en matière de logiciels de gestion du système sanitaire, gestion scolaire, inscription académique... cela va aider les incubateurs à travailler en suivant les normes du pays et à avoir la chance que leur produit sera utilisé dans le pays en premier lieu. Cette normalisation pourra même s'étendre à la gestion de stocks et de facturation des entreprises informelles qui souvent ne savent pas à quel saint se vouer dans ce vaste marché dominé par des pseudos informaticien.

Un étudiant<sup>8</sup> aux Etats unis en travail de mémoire a déduit que si le gouvernement utilisait une police spéciale, il réduirait de millions de dollars sa consommation d'encre.

---

<sup>8</sup> <https://www.generation-nt.com/police-ecriture-suvir-mirchandani-garamond-economie-encre-impression-actualite-1870852.html>

Une telle étude peut aboutir à une imposition d'une police donnée dans les traitements de texte afin d'économiser.



## **Les facteurs de longévité d'une entreprise d'économie sociale et solidaire spécialisée dans les TIC, le cas de Yam Pukri.**

( compléter avec l'article de sylvestre ouédraogo sur le sujet)

## **Conclusion : perspectives pour des TIC utiles au Burkina**

Ces deux dernières décennies, ayant participé aux grands événements TIC en Afrique et dans le monde et contribué au niveau de la société civile à l'émergence des TIC pour accessibles, je me permets de donner quelques idées pour des TIC pour porteuses d'espoirs dans nos communautés.

Le BURKINA FASO brille par son audace et son génie et on est toujours classé parmi les pays les plus innovateurs dans les TIC, à commencer même par la télévision dans les années 1960, le centre national de traitement de l'information (CENATRIN), la mise en place de la e administration avec des outils comme le SIGASPSE et la SYDONIA et plus récemment le projet e-conseil de ministres et le guichet électronique de l'administration publique (e-concours.gov.bf) pour faciliter l'organisation des concours. Certaines innovations utilisées au Burkina sont très audacieuses comme le e-concours ou le e-conseil des ministres qui sont des plateformes qui n'existent pas encore en Afrique et quelques rares en Europe.

On peut se demander ce qui manque au Burkina pour décoller réellement dans le domaine des TIC.

Je vais aborder quelques pistes de réflexions qui pourront être mieux peaufinées et approfondies plus tard.

### ***La vision globale des TIC pour le Burkina : se séparer du misérabilisme.***

Cette vision devrait être très claire : qu'est-ce que le Burkina a à gagner dans les TIC ? On chante tous les jours l'enclavement géographique du Burkina dans les discours et les mémoires des étudiants. Les TIC permettent au Burkina de briser son enclavement géographique qui est devenu plutôt un enclavement mental qui limite les capacités de réflexion des Burkinabès : on démarre une idée avec un fort sentiment de défaite, puisque je suis enclavé, je suis perdant d'office. Les TIC en brisant cet enclavement redonnera l'espoir à toute la population.

### ***La création d'une économie de services TIC.***

Hormis cette année difficile pour le Burkina, il brillait par la stabilité qui lui permet d'aller de l'avant avec la confiance d'éventuels investisseurs. La position géographique

du Burkina (située au cœur de l'Afrique de l'Ouest) la permet d'être une place de choix pour les affaires et pour le monde des études. Il ya plus de 25 nationalités dans les universités publiques et privées au Burkina, ce qui montre l'attractivité qu'offre ce pays pour les études. La qualité des études et la vie abordables alliées à une population paisibles secrètent un sentiment de confiance en Afrique. La remontée en force de l'esprit révolutionnaire à la Sankara va encore amplifier ce sentiment : qui n'aimerait pas aller étudier au pays de Sankara ?

La création de cette économie de services TIC va relier 3 entités : les universités, écoles, associations et instituts spécialisées en TIC, le monde des affaires dominé par l'informel, creuset pour la création de milliers d'applications adaptés et l'Etat, sensé encadrer et donner de l'élan à ,l'ensemble. Pour être simple, à partir de la demande concrète des entreprises formelles et informelles (même la demande des vendeuses d'eau glacée ou des taximen), les écoles et autres instituts TIC vont travailler à la satisfaire. L'Etat, de connivence avec les Banques aideront financièrement le privé à développer ces outils ou services et ensuite à les replacer sur le marché. Les meilleurs succès dans le domaine des services TIC viennent de l'observation du marché informel. L'étude que nous avons réalisé il y a de cela 5 ans dans trois pays africains a montré que la créativité dans le domaine des TIC est plus du ressort de l'informel que du formel et que le formel profite de l'informel pour se développer. L'exemple la plus frappante est le dispositif électronique de transfert d'argent inventé par l'informel et très vite récupéré par les opérateurs de télécommunication. Les vendeurs de cartes de recharges constituent une main d'œuvre gratuite pour les opérateurs de télécommunication.

### ***Compter sur l'existant pour se projeter dans le futur.***

La mode en Afrique consiste aujourd'hui à rêver à de grands technopoles à la silicon valey. Bien que ce rêve soit justifié, on se ferme les yeux sur le potentiel existant qui attend à être exploité. Des dizaines de centres informatiques et de télécentres se vident fautes d'usagers, de dizaines de jeunes après leurs études passent leurs temps à bricoler et surtout nettoyer les disques durs de leurs clients à telle enseigne qu'ils oublient toute notion de programmation. Plutôt que de rêver à des investissements couteux, il serait préférable d'investir dans la connectivité des centres existants afin de créer des pôles d'émulation et de créativité.

Les problèmes de connexion ont occasionné des tas de fermetures de centres d'innovations et d'accès communautaires et il reviendra nettement moins cher de se

concentrer sur ce volet et proposer des emplois par projet aux jeunes pour commencer. Exemple, au lieu de lancer un avis d'appel d'offre international pour faire un travail, donnez la chance à quelques jeunes développeurs en leur demandant de travailler ensemble et les coachant. Ils iront occuper les dizaines de salles vides des télécentres publics ou communautaires où on les appuiera avec une bonne connexion et de l'énergie solaire.

Non seulement les jeunes produiront un résultat satisfaisant, mais on disposera de ressources humaines disponibles et peu coûteuses que les experts qui feront tout pour revenir tous les 3 mois réparer des pannes provoquées.

### ***Travailler sur des concepts de matériels adaptés et d'industrie locale***

Nous dépensons des milliards chaque année pour acheter des logiciels, antivirus et autres. Nous dépensons des millions pour acheter des cartouches d'encre liquides et en poudre.

On peut réduire les frais en commandant du matériel adapté et homogène et plus tard on pourra concevoir nous même les imprimantes et autres grâce aux imprimantes 3D.

Si on choisit un type de matériel donné, cela va réduire les coûts de maintenance à court terme et à moyen terme, on pourra concevoir nous-même des outils adaptés pour les grands usages (imprimerie numérique....) Par exemple, un litre d'encre en couleur coute environ 500 000 FCFA. En utilisant ou commandant des imprimantes appropriées, on pourrait réduire de 70% ce coût par le biais des cartouches rechargeables.

Ce sont des choses qui paraissent insignifiantes, mais, qui conjuguées va donner une industrie solide dans le domaine des TIC.

L'utilisation des logiciels libres combinées à des serveurs locaux pourront aider également à économiser les ressources Internet au lieu de vouloir augmenter la bande passante à l'infini.

Pour conclure, disons que nous avons toutes les briques à notre portée pour avancer dans le domaine des TIC et on peut d'ores et déjà commencer avec nos propres forces et attendre plus tard des soutiens externes.

Je milite à ce propos pour la multiplication de systèmes intranet de type hotspot où des communautés pourront accéder à des ressources locales sans pour autant se connecter forcément à la toile mondiale.

Des intermédiaires seront toujours nécessaires pour faciliter le tri des informations et les mettre à disposition sur des serveurs locaux. Il est aberrant qu'un professeur mette un document sur un site en ligne pour ses étudiants et tous iront le télécharger (donc payer et perdre leur temps) si on pouvait mettre les ressources nécessaires sur un serveur local sur le campus pour ceux qui sont à quelques de lui.

Il en sera de même pour tout type de ressources que l'on peut mettre à disposition dans les quartiers/villages avec accès libre. L'Internet servira seulement pour les informations ne figurant pas sur les serveurs locaux.

Afin d'inciter les gens à mettre des contenus en ligne, le fait de pouvoir les disposer sur des serveurs locaux pourra être un bon stimulant, le net étant toujours entrecoupé alors que les réseaux locaux étant plus accessibles.

Les salles vides des cybercafés et autres télécentres communautaires peuvent servir d'hôtels de métiers ou de centres de production en attendant les grandes technopoles. Ils peuvent servir également pour les étudiants voulant étudier à distance et pouvoir échanger également entre eux physiquement. Un recensement au niveau national sera nécessaire pour pouvoir utiliser le potentiel existant.

## **Annexes**

## 11 Les pures players

- 1- [www.fasozine.com](http://www.fasozine.com) : Directeur de Publication : M. Morin YAMONGBE
- 2- [www.lefaso.net](http://www.lefaso.net) : Directeur de Publication : M. Cyriaque PARE
- 3- [www.ouaga24.com](http://www.ouaga24.com) : Directeur de Publication : M. Emile ILBOUDO dit Scipion  
basé en RCI
- 4- [www.zoodomail.com](http://www.zoodomail.com) : Directeur de Publication : M. Paul TIEMTORE
- 5- [www.burkina24.com](http://www.burkina24.com) : Directeur de Publication : M. Jérôme LANKOANDE  
Rédacteur en Chef : Justin YARGA
- 6- [www.fasoactu.com](http://www.fasoactu.com) : Directeur de Publication : M. Salif SOULAMA
- 7- [www.faso-actu.net](http://www.faso-actu.net) : Directeur de Publication : M. Daouda OUEDRAOGO
- 8- [www.fasonews.com](http://www.fasonews.com) : Directeur de Publication : M. Azize OUEDRAOGO  
basé en en RCI
- 9- [www.laborpresse.net](http://www.laborpresse.net) : Directeur de Publication : M. Jean KY
- 10- [www.sanfinna.com](http://www.sanfinna.com) : Directeur de la Rédaction : M. Yann YAMEOGO
- 11- [www.lestrategie.net](http://www.lestrategie.net) : Directeur de Publication : M. Arsène Flavien BATIONO
- 12- [www.legerstic.com](http://www.legerstic.com) : Directeur de Publication : M. Arsène Flavien BATIONO
- 13- [www.courrierconfidentiel.net](http://www.courrierconfidentiel.net) : Directeur de Publication : M. Hervé TAOKO
- 14- [www.africa-voice.com](http://www.africa-voice.com) : Directeur Général : M. Kouintané Jean Michel SANOU
- 15- [www.switch-maker.com](http://www.switch-maker.com) : Directeur Général : M. Kouintané Jean Michel SANOU
- 16 lafia@info
- 19- [www.amazonedufaso.net](http://www.amazonedufaso.net) : Directrice de Pub : H. Marie Grégoire SIRIMA
- 20- [www.fasopo.info](http://www.fasopo.info) : Directeur de Pub: **W. Charles ZEBE**

Lafia info

**Lafia.Info** est un site d'information sur la santé qui se veut un cadre de référence au Burkina, pour traiter des questions santé. L'objectif visé est de contribuer, par le canal

des technologies de l'information et de la communication (TIC), à la lutte contre de nombreuses maladies dans notre pays à travers les points suivants :

*Dahani Herman Boubacar* <http://www.lafia.info>

## Liste des associations

- Sylvestre Ouédraogo, <http://www.burkina-ntic.net>, [info@burkina-ntic.net](mailto:info@burkina-ntic.net) 13
- Sawadogo Malick , [swmalick@gmail.com](mailto:swmalick@gmail.com) 14
- Berté Aboubacar, [tel berteboubacar@gmail.com](mailto:berteboubacar@gmail.com), tel 00226 70727291 15
- Présidente : Angèle Dabilgou [angesebego@gmail.com](mailto:angesebego@gmail.com) 16
- Issaka Luc KOUROUMA Tel: (00226)76598060 [ilkourouma@yahoo.fr](mailto:ilkourouma@yahoo.fr) 17
- <http://www.fednumerique-bf.org> 226 25 37 37 22 / 25 40 93 05 / 70 21 13 90: [info@fed-numerique.org](mailto:info@fed-numerique.org) 17
- [https://www.facebook.com/groups/1006533486044953/?hc\\_ref=ARR-g6Bbczgo5BRGKQaYV\\_24ely75aDPyy2scWxSenPuc-wU2O24mlinO13feM65-Fg](https://www.facebook.com/groups/1006533486044953/?hc_ref=ARR-g6Bbczgo5BRGKQaYV_24ely75aDPyy2scWxSenPuc-wU2O24mlinO13feM65-Fg)  
Membres de base Benjamin SIA, Barthelemy Tenkodogo, Christophe HIEN, Patrice KABORE Hubert PAGBELGUEM 21
- <http://ntbf.net/> <https://www.facebook.com/groups/amis.ntbf/> BlaiseLankoande  
[blaise@ntbf.net](mailto:blaise@ntbf.net). Skype : blaiselank. Tel : +226 70612624 / 76697971 21
- Le Président, Seydou BARRO tel : 70 06 37 55 E-mail : [abceburkina@gmail.com](mailto:abceburkina@gmail.com)  
<https://www.facebook.com/ABCE-1405599836371984/> 30
- <http://mystic-burkina.com/> 23
- <https://developers.google.com/groups/chapter/101369019264322727362/> 24
- Dankourma Zoulfaou .+226 74646434.. GDG Ouaga 24
- Président : Ouédraogo Herman <http://igf-burkina.org/> Secrétaire général : Inoussa Traoré Contact : +226 70 371717 26
- <http://www.iticc.bf/> <https://www.facebook.com/groups/479666925403619/> 29
- La Présidente: Bassératou Kindo, [beckyelsie@yahoo.fr](mailto:beckyelsie@yahoo.fr) Le Secrétaire général: Boukari Ouédraogo Le Secrétaire général adjoint: Mindieba Ouali  
<https://www.facebook.com/BlogueursBurkina/>  
<https://assoblogueursduburkina.wordpress.com/> 31
- Président : POODA Hugolin, tél. 70 27 87 87 226 70 27 87 87 +226 50 38 20 92  
<http://www.ar-bf.org> 32
- Dahani Herman Boubacar <http://www.lafia.info> 95

Gérant CNPNZ Diallo Abdoulaye <http://cnpress-zongo.org> 226/ 50 34.37 45–34 41 89  
Fax. : 50 34 37 45 [cnpress@cnpress-zongo.org](mailto:cnpress@cnpress-zongo.org) 33

Président : Dr Cyriaque PARE (Lefaso.net) - Secrétaire Général : M. Justin YARGA  
(Kankar Media) 33

<http://www.mytechnopolis.org/> Hugues Arsène Kouraogo, [info@mytechnopolis.org](mailto:info@mytechnopolis.org) ,  
tel +226 25 38 84 22, +226 7620 70 14 35

Responsable ; Gilbas Guiela <http://ouagalab.bf/> [gildasguiella@yahoo.fr](mailto:gildasguiella@yahoo.fr)  
[gildasguiella@gmail.com](mailto:gildasguiella@gmail.com) 36

<https://www.facebook.com/Jokkolabs-Ouaga-324905607699079/>  
[nseye@jokkolabs.net](mailto:nseye@jokkolabs.net) 226 25 332505 36

Génération Films [ouagafilmlab@generationfilms.net](mailto:ouagafilmlab@generationfilms.net) 36

Directeur: Mahamadi ROUAMBA [mahamadi.rouamba@gmail.com](mailto:mahamadi.rouamba@gmail.com)  
<https://www.beogolab.org/> [info@beogolab.org](mailto:info@beogolab.org) +226 25 35 55 35 +226 65 34 00  
00 37

<https://www.lafabrique-bf.com> +226 25 03 33 33|[contact@lafabrique-bf.com](mailto:contact@lafabrique-bf.com) 37

<http://agrilead.net> tel : +226 75 72 72 68/ 71544087/78235646 email :  
[agrilead1@gmail.com](mailto:agrilead1@gmail.com) 38

[www.sira-labs.com](http://www.sira-labs.com) tel: +226 5604 7373 / 6017 7373 [contact@sira-labs.com](mailto:contact@sira-labs.com) 38

Responsable, Lassané OUEDRAOGO <http://www.keolid.net> (+226) 25374570  
[contact@Keolid.com](mailto:contact@Keolid.com) 39